



DÉFICIT ÉLECTRIQUE

Kinshasa consulte
les privés

Du 21 au 25 mai, le Pullman hôtel accueille des délégations de toutes les provinces congolaises dans le cadre des assises sur la relance du secteur de l'énergie en République démocratique du Congo. Les participants dressent un état de lieu exhaustif du secteur et dégagent des pistes de relance à la lumière des derniers développements dans les domaines à la fois technique et

réglementaire.

Le pays souffre d'un déficit d'accès à l'énergie électrique qui ne peut être résorbé même en augmentant le budget national ou l'aide des partenaires. La libéralisation du secteur et la diversification des sources énergétiques sont les seules réponses durables à cette crise de l'énergie, fait-on observer.

Page 3



Un transformateur de la Snel à Kinshasa

ACTIVITÉS POLITIQUES

Les pro Katumbi mobilisent pour
le meeting du 2 juin

Delly Sessanga en train de sensibiliser sa base

L'Hôtel de ville de Kinshasa invite la plate-forme électorale soutenant la candidature de Moïse Katumbi à la présidentielle de décembre à une séance de travail, ce 23 mai, en vue d'harmoniser les vues autour du meeting qu'elle prévoit le 2 juin, à la place Sainte-Thérèse, dans la commune de Ndjili. La réponse du gouverneur intervient près d'une semaine après la mise en garde du secrétaire général de ce regroupement politique contre une éventuelle interdiction de cette importante activité politique. Pour gagner ce pari, les Katumbistes mobilisent leurs militants éparpillés dans les différentes communes de Kinshasa afin qu'ils répondent massivement à ce grand rendez-vous. Et de souligner que leur manifestation se veut réellement pacifique.

Page 3

ÉPIDÉMIE D'ÉBOLA

Deux nouveaux
cas suspects
signalés à Wangata

Selon la situation épidémiologique de la maladie publiée par le ministère de la Santé publique, au total cinquante et un cas de fièvre hémorragique ont été signalés dans la région dont vingt-huit confirmés, vingt et un probables et deux suspects. Sept nouveaux cas ont été confirmés à Iboko. À Wangata, dans la ville de Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Équateur, le décès d'un cas a été révélé.

Depuis la déclaration officielle de la maladie à virus d'Ébola, le gouvernement a, avec l'appui de ses partenaires, mis en œuvre toute une batterie d'interventions pour réduire ou arrêter sa propagation. D'où le lancement, le 21 mai, d'une campagne de vaccination contre cette maladie à Mbandaka.

Page 4

ENJEUX POLITIQUES

Désamour entre Joseph Olenghankoy et Bruno Tshibala

Les faits et gestes qui rythment désormais les rapports interhumains entre les deux personnalités renseignent sur l'état de leur relation qui, actuellement, est au plus bas niveau. Et pourtant, politiquement, l'animosité qu'entretiennent les deux acteurs politiques ne s'explique pas puisque tous deux se réclament d'Étienne Tshisekedi et doivent leur ascension politique à leur appartenance au

Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement. Est-ce à dire que le deal passé entre eux avant d'être promus respectivement au CNSA et à la primature n'a pas été respecté ? Et si cela est vrai, qui a trahi qui ? Ce qui fait dire à certains que le retour de l'ascenseur ne s'est pas bien négocié, l'un soupçonnant l'autre de se servir seul à la mangeoire, sans effet retour.

Page 2



Bruno Tshibala



Joseph Olenghankoy

DÉFICIT ÉLECTRIQUE

Kinshasa consulte les privés

Du 21 au 25 mai, le Pullman hôtel accueille des délégations de toutes les provinces congolaises dans le cadre des assises sur la relance du secteur de l'énergie en République démocratique du Congo (RDC). Les participants dressent un état de lieu exhaustif du secteur et dégagent des pistes de relance à la lumière des derniers développements dans les domaines à la fois technique et réglementaire.

Sous le haut patronage du Premier ministre, Bruno Tshibala, qui s'est déplacé physiquement pour l'ouverture des travaux, le ministère de l'Énergie organise les premières assises sur le secteur de l'électricité en RDC. Dès la première journée, la situation de la fourniture en énergie électrique sur l'ensemble du pays a été décriée par toutes les catégories socio-professionnelles. Selon la Banque mondiale (BM) qui a apporté son soutien à la tenue de ces travaux, une étude menée auprès des entreprises a révélé que 20 % des petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries congolaises interrogées ont présenté

le déficit énergétique comme la première contrainte. Des proportions énormes de la population congolaise utilisent à ce jour la biomasse et les énergies fossiles. Entre 39 à 40 % utilisent encore la pile et 20 % le pétrole, tandis que 15 % utilisent l'électricité. Chiffrant l'ampleur de la problématique, la BM estime que 60 % des Congolais sont concernés par la biomasse.

Un déficit criant de l'ouest à l'est du pays

Se référant à la capacité actuelle de production énergétique, à peine 3 % du potentiel existant, plusieurs experts ont dénoncé l'absence d'investissements sérieux au cours des vingt-cinq dernières années. Au contraire, le pays est devenu, au fil des années, un grand importateur de courant électrique, lui qui en exportait en quantité suffisante à l'étranger. Sur près de quatorze turbines opérationnelles dans les quatorze centrales, 47 % d'entre elles n'ont pas été réhabilitées. Pire, la Société nationale d'électricité (Snél) a révélé que la plupart des centrales thermiques sont à l'arrêt. Dans la partie ouest du pays,

y compris Kinshasa, l'opérateur historique ne fournit que 950 à 1 000 MW sur une demande estimée à 2 000 MW.

En dépit de ce tableau plutôt sombre, la libéralisation du secteur de l'électricité offre désormais de nouvelles possibilités au pays, même si la situation de la Snél continue à préoccuper les milieux des affaires. En effet, l'opérateur historique détient l'essentiel du réseau de distribution. Actuellement, la Snél produit plus de 90 % du courant électrique consommé en RDC. Il se trouve malheureusement que les différentes réformes n'ont pas réussi à redresser cette société. La ministre du Portefeuille, Wivine Matipa, a noté des résistances intérieures face aux réformes. Pour sa part, la direction générale de la Snél, visiblement acculée pendant les différents exposés et échanges, estime que la société dispose de nombreux atouts à ne pas négliger. Il y a son leadership, son réseau développé et son expertise de quarante-huit ans qui ne manqueront pas de profiter aux bénéficiaires déçus si sa situation se stabilise. La Snél continue de représenter

une donne majeure dans la définition des prochaines stratégies du gouvernement central pour débloquent le potentiel énergétique.

Des nouveaux acteurs très actifs La loi de 2014 a conduit à l'émergence de nouveaux acteurs bien implantés dans les provinces intérieures du pays, surtout dans l'est qui semble pratiquer les meilleurs tarifs. Lors de la première journée, les participants ont échangé directement avec quelques entreprises spécialisées dans le solaire dans cette partie du pays. Selon le gouvernement central, au moins quatre promoteurs ont finalisé leur programme de desserte de réseaux dans l'est du pays. Dans l'ensemble, vingt-deux opérateurs privés se sont engagés dans des différents projets concrets à travers la République.

Des sources alternatives pour concurrencer l'hydro-électricité La BM est intervenue à hauteur de 1,7 milliard de dollars américains dans le secteur électrique, à travers la réhabilitation des barrages hydroélectriques. Elle attache un intérêt croissant sur les nouveaux opérateurs qui explorent d'autres sources énergétiques. Il y aurait même une ligne

de crédit disponible. Le pays veut développer les énergies renouvelables, avec le soutien de ses principaux partenaires au développement déjà actifs sur le terrain. La toute puissante hydro-électricité qui représente encore plus de 90 % de la production énergétique actuelle perd du terrain à cause des coûts énormes de réhabilitation des centrales vétustes existantes. Comme l'explique la BM, le pays souffre d'un déficit d'accès à l'énergie électrique qui ne peut être résorbé même en augmentant le budget national ou l'aide des partenaires. La libéralisation du secteur et la diversification des sources énergétiques sont les seules réponses durables à cette crise de l'énergie. Pour le gouvernement de Bruno Tshibala, tout se joue désormais dans ces assises. Les participants doivent produire un contenu à la promotion des partenariats publics privés dans le secteur de l'énergie en RDC, des mécanismes simples de financement des projets, la production d'une feuille de route, les mesures concrètes et réalistes de redressement de la Snél ainsi que la définition d'une politique sectorielle énergétique.

Laurent Essolomwa

MANIFESTATION PUBLIQUE

Les pro Katumbi mobilisent déjà pour le meeting du 2 juin

En prélude à la tenue du grand rassemblement annoncé, une réunion entre le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta, et les organisateurs est prévue pour ce 23 mai en vue d'harmoniser les vues.

Depuis que l'Union pour la démocratie et le progrès social avait été autorisée par l'autorité urbaine à tenir son meeting à la place Sainte-Thérèse, faisant fi de l'interdiction des manifestations publiques, la plate-forme Ensemble pour le changement entend, elle aussi, bénéficier de la même faveur. Le 2 juin, les partisans de Moïse Katumbi, réunis au sein de ce regroupement politique, pensent faire mieux que les « thisekedistes » en drainant du monde sur ce site devenu symbolique. C'est là où les leaders de l'opposition communient avec leurs bases installées dans la banlieue est de Kinshasa, réputée zone rouge.

Si pour les partisans de Moïse Katumbi ce meeting est presque un acquis au regard de la Constitution qui leur accorde ce droit légitime en vertu du régime d'information impliquant seulement l'accompagnement des autorités de la ville, à vrai dire, les choses ne sont pas aussi simples que cela. Autrement dit, la seule correspondance déposée à l'Hôtel de ville informant le gouverneur de l'organisation de ce meeting ne suffit pas. Ce dernier est appelé à analyser les contours de la requête avant d'émettre un quelconque avis. Usant d'intimidation, voire de chantage contre une éventuelle interdiction du meeting de la

plate-forme, le gouverneur André Kimbuta a fini par lâcher du lest. Ce 23 mai, il va tenir une séance de travail avec les organisateurs afin de régler certains détails liés à cette activité politique. Le secrétaire général d'Ensemble, Delly Sessanga, et tous les autres cadres de la plate-forme, continuent d'insister sur le fait que leur manifestation est pacifique. À la réunion avec les autorités provinciales, ils veulent obtenir d'elles des garanties sûres au sujet des dispositions à prendre pour que tout se passe dans le calme.

Pour réussir leur meeting, la plate-forme soutenant la candidature de Moïse Katumbi à la présidentielle de décembre mobilise déjà ses militants éparpillés dans les différentes communes afin qu'ils répondent massivement à ce grand rendez-vous. Toutes les structures d'Ensemble, à l'instar de l'Alliance des mouvements du Kongo et d'autres regroupements affiliés, travaillent pour que ce meeting soit un succès. « *Il ne faut pas avoir peur; notre activité est une manifestation pacifique, venez nombreux et continuez à mobiliser* », ne cesse de marteler Delly Sessanga lors de ses visites aux sièges des partis membres de la plate-forme Ensemble, tout en appelant les responsables à mobiliser leurs bases.

Les manifestations publiques, rapelons-le, avaient été interdites, selon les autorités, pour prévenir tout débordement.

Alain Diasso

CHARLEROI

Une rue va porter le nom de Patrice Lumumba

Jusqu'ici nommée Paul-Pastur, la rue sera débaptisée solennellement, le 24 mai à 14h35, à l'occasion du dévoilement de la plaque prévu en présence du fils de l'ancien premier Premier ministre congolais, en l'occurrence Guy-Patrice Lumumba.

Le programme de la cérémonie, repris sur le carton d'invitation, n'est pas bien long. Prévue en moins d'une heure, la manifestation de l'inauguration ne devrait durer que quarante minutes. Elle débutera avec un mot du bourgmestre Paul Magnette, principal hôte avec les membres du Collège communal de la ville de Charleroi qui invitent au dévoilement symbolique de « la plaque de la rue Lumumba ».

Le ministre plénipotentiaire de la RDC ou son représentant devrait intervenir à la suite de Paul Magnette. Puis, ce sera au tour des associations, parmi lesquelles le Collectif mémoire coloniale et lutte contre les discriminations (CMCLCD), de prendre la parole. La dernière allocution sera celle de Guy-Patrice Lumumba, connu à Kinshasa comme l'un des candidats à l'élection présidentielle de 2006. Le dévoilement de la plaque interviendra ensuite, suivi du verre de l'amitié.

Cette cérémonie fait suite à l'annonce faite déjà en décembre 2017 par la section de Charleroi du Parti du travail de Belgique (PTB Charleroi). Le communiqué avisant que la rue Paul-Pastur sera désormais renommée rue Patrice-Lumumba avait d'ailleurs fait l'objet d'un commentaire de Germain Mugemangango, relayé par la presse belge. « *À côté de la rue Sabbatier (à Charleroi), nous serons fiers que notre ville abrite*

une rue au nom d'un combattant pour l'égalité et la justice comme Patrice Lumumba », s'était réjoui le président du PTB à Charleroi comme repris dans le site de TéléSambre, la télévision locale de Charleroi. Pour sa part, à cette même occasion, le



L'invitation à la cérémonie d'inauguration de la rue Patrice-Lumumba

CMCLCD avait fait un post sur son compte Facebook, trois jours plus tard, soit le 14 décembre 2017. « *Après Mons, Ixelles, Anderlecht, le mouvement pour la décolonisation de l'espace public débarque à Charleroi. Lumumba, symbole de dignité et de liberté des peuples est ancré à Charleroi, la plus grande ville wallonne. Merci à tous les acteurs sociaux et politiques qui ont lutté pour ce changement* », peut-on lire jusqu'à ce jour.

Nioni Masela

ÉPIDÉMIE D'ÉBOLA

Deux nouveaux cas suspects signalés à Wangata

Les deux cas dans la zone de santé située dans la ville de Mbandaka ont été notifiés à la date du 21 mai.

Selon la situation épidémiologique de la maladie publiée par le ministère de la Santé publique, au total cinquante et un cas de fièvre hémorragique ont été signalés dans la région, dont vingt-huit confirmés, vingt et un probables et deux suspects. Sept nouveaux cas ont été confirmés à Iboko et il a été aussi rapporté le décès d'un cas confirmé à Wangata, dans la ville de Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Équateur.

Toujours à Wangata, l'on apprend que les autorités sanitaires viennent de localiser une patiente qui s'était évadée de l'hôpital, le 19 mai. D'après le Dr Pierre Formenty, coordonnateur OMS pour la lutte contre Ebola à Mbandaka, cité par Actualité.cd, la malade a été localisée et pourra être retrouvée ce 22 mai. Elle s'est enfuie de l'hôpital alors qu'elle était sous observation pour confirmer ou non un nouveau cas d'Ebola. À en croire les explications du Dr Pierre Formenty, cette malade s'était enfuie pendant qu'elle présentait des signes de guérison. « On devrait la tester pour vérifier son statut par rapport à Ebola qu'on pense que c'était négatif, mais elle



s'est échappée. On l'a localisée. Normalement, aujourd'hui on devrait la trouver. Les risques sont vraiment très bas par rapport à cette personne », a confié le médecin.

De son côté, le ministre de la Santé publique a appelé les malades à être conscients de la gravité de l'épidémie d'Ebola, soulignant que l'hôpital n'était pas une prison. « On prend toutes les

mesures pour soigner les malades mais je crois qu'ils doivent être également conscients et responsables. Il faut être préparé. Nous prenons toutes les mesures mais l'hôpital n'est pas une prison », a assuré le Dr Oly Ilunga.

Depuis la déclaration officielle de la maladie à virus d'Ebola, le gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, a mis en œuvre toute une batterie d'interventions

pour réduire ou arrêter sa propagation. C'est dans ce cadre qu'il a été lancé, le 21 mai, une campagne de vaccination contre cette maladie à Mbandaka par le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga Kalenga. Il a rappelé que la valeur qui porte toute la réponse à l'épidémie d'Ebola est le patriotisme qui commence par l'amour du prochain. C'est au nom de cet amour pour la communauté, a-t-il déclaré, que chaque habitant doit s'investir dans la riposte et jouer son rôle pour arrêter la propagation du virus en respectant les mesures d'hygiène individuelle et collective, et si nécessaire en participant volontairement à la campagne de vaccination.

Le ministre a aussi rappelé le rôle combien important « des relais communautaires qui doivent participer activement à la sensibilisation de la population mais aussi au suivi des contacts des cas confirmés d'Ebola qui constitue le pilier de la riposte gouvernementale ». La vaccination contre Ebola concerne les prestataires de soins qui ont été directement exposés aux cas confirmés de la maladie, les personnes qui ont été en contact avec les malades et les contacts de contacts.

Blandine Lusimana

Décès d'une infirmière à Bikoro

L'information a été donnée par le ministre de la Santé et de la population, le Dr Oly Ilunga, donnant le coup d'envoi de la vaccination contre la maladie, le 21 mai à Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Équateur.

Les agents de santé sont les personnes les plus exposées quand survient l'épidémie à virus Ebola. C'est le cas de l'infirmière qui vient de mourir après avoir été en contact avec les patients à Bikoro, épicentre de la maladie déclarée depuis le 8 mai.

A en croire le ministre de la Santé publique, avec la mort de cette infirmière, le nombre de décès est passé à vingt-sept. L'on note qu'à ce jour, quarante-neuf cas de fièvre hémorragique ont été rapportés dont vingt-deux cas confirmés, vingt et un probables et six suspects. Sur le terrain, la riposte à la taille de l'épidémie a été mise en œuvre sous la coordination du ministre de la Santé publique. « Nous avons mis en place des mécanismes de surveillance et nous suivons tous les cas et contacts », a indiqué le ministre. Il assure, par ailleurs, que la réponse est bien organisée car des mesures de surveillance aux points d'entrée et de sortie de Mbandaka ont été aussi mises en place.

Il est vrai qu'Ebola est une maladie grave et mortelle mais elle peut aussi être guérie une fois la prise en charge assurée. C'est le cas de deux jeunes hommes qui viennent d'être sauvés de cette maladie à Bikoro. Ces deux patients, a fait savoir le Dr Oly Ilunga, ont été confirmés positifs au virus Ebola mais aujourd'hui, ils se sont rétablis et ont quitté l'hôpital, tout en étant sous surveillance. Ils ont quitté l'hôpital avec un certificat médical attestant qu'ils ont récupéré et ne peuvent plus transmettre la maladie, parce qu'ils ont développé des anticorps contre le virus Ebola.

Congolais et Guinéens commis à la vaccination

Pour cette première campagne de vaccination contre Ebola, vingt-quatre vaccinateurs ont été mobilisés. Outre des Congolais, on note aussi la présence des Guinéens qui ont administré le vaccin dans leur pays pendant l'épidémie de 2014-2016. Ils sont à Mbandaka pour injecter les cinq cent quarante premières doses qui y sont déjà arrivées.

« Il faudra cinq jours pour vacciner environ cent contacts de patients enregistrés, dont soixante-treize membres du personnel de santé, qui ont eu des contacts avec des patients et leurs proches dans les zones de santé de Wangata et Bolenge, à Mbandaka », a déclaré le ministre de la Santé publique.

Rappelons que le chef de l'Etat, Joseph Kabila, et son cabinet ont convenu, le 19 mai, d'augmenter les fonds pour l'urgence d'Ebola à plus de quatre millions de dollars. Le Conseil des ministres a également approuvé la décision de fournir des soins de santé gratuits dans les zones touchées et de fournir des soins spéciaux à toutes les victimes d'Ebola et à leurs proches.

B.L.

MUSIQUE

Microméga en showcase à la Cité internationale des arts

Le 22 mai, le slameur kinois, actuellement en résidence à Paris, va partager la scène avec deux autres lauréats du programme Visas pour la création, en l'occurrence la chanteuse togolaise Dzedzom Ayele Ajavon, alias Adjo'A Sika, et le Camerounais Armand Biyag.

Prévu à 19h 30 à l'auditorium de la Cité internationale des arts, le concert va durer deux heures, une précision que Le Courrier de Kinshasa tient de Microméga depuis Paris. « Notre Showcase va commencer à 19h30' et prendra fin à 21h30' », a-t-il confié, ajoutant : « Je serai le premier sur scène pour une prestation de 45 mn ». Pour ce qui est de son répertoire, il a fait savoir qu'il envisage de slamer « quelques morceaux a capella ». Et, dans l'esprit de la soirée qui est une vitrine offerte aux lauréats de programme Visas pour la création, il a indiqué que dans l'ensemble, il sera « en grande partie accompagné en bandes son mixées par DJ Nikky d'Afrique du Sud qui est aussi en résidence à la Cité des arts ». Par ailleurs, Microméga a donné un détail supplémentaire sur son répertoire, parlant particulièrement d'un des titres qu'il a aligné pour le showcase. Ce qui, par la même occasion, permet d'en savoir un peu plus sur le travail accompli jusqu'ici dans le cadre de sa résidence débutée le 9 avril. Il s'agit, a-t-il dit de prime abord, de Quand on s'aime, un slam d'amour. Pour ce morceau, il sera « accompagné par Ihsen Laribi, musicien tunisien également en résidence, qui lui, jouera du oud, un instrument de musique à cordes pincées très répandu dans les pays arabes ». Au slameur de poursuivre : « Quand on s'aime est une chanson d'amour présentée comme seule solution aux problèmes de l'humanité. Je l'ai coécrite avec Delphine, une jeune musicienne franco-burkinabè qui joue de la guitare ».

Pour ce qui est de la programmation générale de cette soirée, Microméga a souligné que le show ne s'achèvera pas à la suite des prestations personnelles des deux autres artistes à l'affiche, en l'occurrence Adjo'a Sika et Armand Biyag. « Après les sets de chacun, nous allons clôturer la soirée



Microméga en résidence à la Cité internationale des arts ensemble avec une chanson sur les sans-domicile-fixe », a-t-il précisé.

Le showcase s'annonce comme une soirée éclectique. En effet, le slam n'est pas le seul menu au programme. Rappelons que Microméga, le verbivore, en fera juste l'entrée avec une musique en toile de fond. Quant au reste du show, il sera musicalement bien étoffé. Pour cela, l'on peut compter sur Adjo'A Sika présentée comme une auteure-compositrice-interprète remarquable. Qui du reste, apprend-on, est « connue pour la diversité de ses influences musicales et son engagement humanitaire ». Sa musique se situe dans un mix de jazz, world music et gospel aux sonorités africaines. Mais il y a lieu de souligner aussi qu'Armand Biyag, qui a pour style de prédilection l'afro-fusion ? ne manquera pas d'ajouter de la chaleur à l'ambiance de la soirée. Il nous revient que ce musicien de talent « joue avec la même dextérité du piano, du balafon et des percussions ».

Nioni Masela

SOIRÉE ÉLAN DE CHŒUR

Les Messagers suscitent un élan des cœurs

Le concert de musique classique livré par la chorale de Fatima, en faveur des orphelins victimes du VIH/sida, la nuit du 18 mai au Showbuzz, a touché plusieurs âmes sensibles disposées à porter secours aux protégés du Dr Kitetele.

Les Kinois qui ont participé au concert Élan de chœur en ont gardé un bon souvenir. En effet, la prestation remarquable de la chorale Les Messagers a rendu inoubliable cette soirée qui avait pour but de susciter un élan de charité de la part du public. Tout de noir vêtu durant presque tout le concert, avec bien en évidence le ruban rouge épinglé près du cœur symbolisant son soutien aux victimes du VIH/sida, le chœur a enchanté la salle. Il était donc question d'une récolte de quinze mille dollars pour la scolarisation d'orphelins qui ne pourraient autrement trouver de secours. L'ambiance chaleureuse était propice à la rendre justement plus sensible à l'appel lancé par le Dr Faustin Kitetele, médecin chef de service des maladies infectieuses à la pédiatrie de Kalembe-Lembe. Il est clair que les airs de Haendel, Bach, Beethoven, Rosini, Mozart, Puccini n'ont pas eu pour seul effet d'adoucir les mœurs. Précédé par le témoignage d'un jeune homme de 28 ans vivant avec le VIH qui a ému la salle, le pro-



pos du pédiatre évoquant les besoins liés à la prise en charge des enfants infectés du virus du sida a été écouté d'une oreille attentive. Il a notamment souligné que « les enfants affectés et infectés souffrent de maltraitance ». Ces derniers qui n'ont pas demandé à naître ont droit à vivre et ne veulent rien d'autre. Le Dr Faustin Kitetele a du reste suggéré à la salle un procédé simple. « Nous ne vous demandons pas de nous donner l'argent. Passez à l'hôpital, nous vous donnerons le nom de l'enfant et de son école afin que puissiez vous-mêmes payer

les frais », a-t-il indiqué. Dans la salle, il s'est trouvé des âmes charitables qui ont sur le champ pris les coordonnées nécessaires pour tout contact utile.

Une troisième carrément festive

Puis, de la sobriété qui caractérisait les deux premières parties du concert, l'on est passé à une dernière et troisième partie plus gaie et carrément festive. *La Traviata*, *Libiamo* de Verdi, *Funiculi Funicula* de Luigi Denza, *Votre toast* de Bizet et pour finir, *Alléluia* de Haendel ont recueilli une pluie d'applaudissements du public. Il faut dire que Les Messagers ont

Un extrait de *He was despised* de Haendel

su captiver l'assistance qui l'ont encouragé à son tour, les gratifiant de ses vives acclamations à la fin de chaque morceau.

Le Courrier de Kinshasa s'est approché du chef de chœur à la fin du concert. Membre des Messagers depuis quinze ans et dirigeant depuis quatorze ans, Onésime Mukandila que l'on a vu à la direction du chœur et chanter en solo a déclaré : « La chorale, de par sa définition, est une école de formation et de prière pour la sanctification de ses membres ». Et pour ce qui est de la soirée, il nous a confié : « L'une des missions conférées

à l'Eglise, vu que nous sommes chrétiens au départ, c'est d'aimer. Et, qui dit amour ne peut se limiter à des paroles, il faut poser des gestes. Aussi avons-nous pensé que la musique pouvait être le chantre de la charité, faire de la charité autour de la musique. Chercher, trouver une cause pour laquelle nous pouvions militer, c'est ainsi que nous avons opté pour les orphelins victimes du VIH/sida afin de leur permettre de poursuivre leur scolarité ».

Si, comme l'a expliqué Onésime Mukandila, l'action en faveur des orphelins est ponctuelle, Les Messagers n'en sont pas à leur premier élan de charité. En effet, a indiqué son maestro, la chorale a déjà visité des prisonniers, livré un concert en faveur des malades du pavillon 11 de l'hôpital général de Kinshasa, ex-Mama Yemo. « Les malades du pavillon 11 sont sans familles. Ils sont pris en charge par les sœurs du Cœur immaculé de Jésus, nous menons ce genre d'actions en faveur de personnes démunies qui sont dans le besoin. Les temps sont durs mais chacun peut donner quelque chose, apporter un peu de joie et de gaieté ou encore un peu de son talent. C'est tout simplement un devoir de chrétien que nous avons accompli », a-t-il expliqué.

Nioni Masela

CLASSEMENT-FIFA

La RDC à la 38^e position en mai

Selon le site de l'instance mondiale du football, son classement mensuel de mai a été effectué sur la base de sept matchs disputés en avril à travers le monde.

Le dernier classement mensuel des pays de la Fédération internationale de football association (Fifa) rendu public le 17 mai à Zurich, en Suisse place la RDC à la 38^e position, 3^e en Afrique. Et c'est la Tunisie (14^e rang mondial) qui occupe la première place sur le continent, devant le Sénégal

(28^e rang mondial). Le Maroc (42^e rang mondial) est quatrième en Afrique, devant l'Égypte (46^e rang mondial) et le Nigeria (47^e rang mondial). Au monde, l'Allemagne trône devant le Brésil et la Belgique. Le prochain classement sera publié le 7 juin, à une semaine du coup d'envoi de la Coupe du monde Russie 2018. Ce sera sur la base des rencontres amicales Fifa prévues pour la fin de ce mois. En cet effet, les Léopards de la RDC affrontent, le 28 mai, à

Abuja, les Aigles Verts du Nigeria.

Le sélectionneur Florent Ibenge a rendu publique une liste de vingt-huit joueurs présélectionnés. L'on apprend que l'attaquant Britt Assombalanga qui y figure ne pourra pas se présenter au rassemblement. Les joueurs retenus sont les gardiens de but Joël Kiassumbua (FC Lugano/Suisse), Anthony Mossi Ngawi (Chiasso/Suisse) Auguy Kalambay Katembwe (SM Sanga Balende). Les défenseurs sont Djo

Issama Mpeko (TP Mazembe), Wilfried Moke (Konyaspor/Turquie), Padou Bompunga Botuli (AS V.Club), Kevin Mondeko (TP Mazembe), Chancel Mbemba Mangulu (Newcastle/Angleterre), Christian Luyindama Nekadio (Standard de Liège/Belgique), Arsène Zola (TP Mazembe), Glody Ngonda Muzinga (AS V.Club), Bobo Beaudrick Ungenda Muselenge (Primeiro do Agosto/Angola) et Yannick Bangala Litombo (AS V.Club).

Les milieux de terrain repris sur la liste sont Aaron Tshibola (Kilmarnock FC/Écosse), Nelson Munganga Omba (AS V.Club), Chikito Lema Mabidi (Raja Casablanca/Maroc), Ricky Tulengi Sindani (DCMP), Kabongo Kasongo (Zamalek/Égypte), Paul-José Mpoku (Standard de Liège/Belgique), Gaël Kakuta (Amiens SC/France) et Fabrice Ngoma Luamba (AS V.Club/ RD Congo). Les attaquants convoqués appelés sont Ben Malango Ngita (TP Mazembe), Chadrack Akolo Ababa (VFB Stuttgart/Allemagne), Cédric Bakambu (Beijing Guoan/Chine), Benik Afobe (Wolverhampton/D2 Angleterre), Britt Assombalanga (Middlesbrough/D2 Angleterre), Harrison Manzala (Amiens SC/France) et Firmin Mubele Ndombe (FC Toulouse/France).

Martin Engimo



Les Léopards de la RDC lors d'une séance d'entraînement (photo leopardsfoot.com)

GOUVERNANCE EN AFRIQUE

Une association régionale plaide pour l'instauration d'une taxe anti-corruption sur toute transaction

Le président sénégalais, Macky Sall, a été choisi par l'Association des autorités anti-corruption d'Afrique (Aaaca) pour être leur porte étendard lors du prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union africaine (UA).

En sa qualité de président de l'Aaaca, le président de l'Observatoire anti-corruption (OAC), Emmanuel Ollita Ondongo, a participé, les 4 et les 5 mai à Dakar, au Sénégal, à la troisième assemblée générale annuelle de cette institution panafricaine. Placée sur le thème « *L'effectivité de la coopération des institutions africaines de lutte contre la corruption pour une gestion transparente des ressources naturelles* », la rencontre s'est tenue sous les auspices du président sénégalais, Macky Sall.

Les conclusions de ce rendez-vous des responsables en charge des institutions de lutte contre la corruption ont été dévoilées, le 18 mai, à la presse congolaise par le président de l'Aaaca. En effet, conscient du fait que le continent africain est gangrené par ce fléau, les participants ont souhaité que le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA se penche sur l'instauration d'une taxe anti-corruption sur toute transaction financière transfrontalière. Estimant que l'heure a sonné pour mener une guerre sans merci contre la corruption, l'Aaaca a choisi le président du Sénégal pour plaider cette cause devant ses pairs. « *Le président Macky Sall a pris bonne*

note de cette recommandation. Il a promis d'aller en parler à ses pairs de l'UA car, pour lui, cette préoccupation valait la peine, parce qu'elle pourra rendre à l'aise toutes les institutions anti-corruption d'Afrique », a indiqué Emmanuel Ollita Ondongo.

L'autre conclusion de la rencontre de Dakar est le soutien promis par la Banque africaine de développement (BAD) à l'Aaaca, pourvu qu'un plan stratégique de cette structure lui soit rendu disponible. En effet, cet engagement s'explique par l'importance du thème général choisi et la pertinence des débats. « *Dans un futur très proche, des mémorandums de partenariat déjà en phase de mise en forme entre l'Aaaca et la BAD, d'une part, et l'Aaaca et le Conseil consultatif de l'UA contre la corruption, d'autre part, devraient être signés par toutes les parties* », a précisé le Congolais, annonçant que la prochaine assemblée générale se tiendra en 2019 au Caire, en Egypte.

L'Afrique, un champ de batailles économique, commerciale et militaire

Revenant sur le thème des assises, le président de l'OAC a rappelé



Le président de l'Aaaca, Emmanuel Ollita Ondongo, pendant la restitution des conclusions

que l'Afrique est actuellement le réservoir des matières premières du monde qui sont aveuglément exploitées par les étrangers possédant à la fois la maîtrise de la technologie et de la finance. « *L'Afrique devient, par conséquent, leur champ de batailles économique, commerciale et militaire, faisant de nos peuples de véritables marionnettes armées qui, fraternellement, s'entretient au préjudice du développement de leur nation. C'est justement dans de telles confusions que la corruption sous toutes ses formes prend de l'ampleur, le terrain étant idéal. La corruption est l'une des malédictions des matières premières, de*

nos richesses », a-t-il déploré.

D'après le président de l'OAC, la complexité de la corruption, surtout la corruption transfrontalière, fait subir au continent africain des pertes estimées à des centaines de milliards de dollars, lui empêchant de ce fait d'atteindre les objectifs du millénaire. « *Nous sommes tous*

conscients qu'aucune institution ne peut agir seule pour accomplir avec succès cette noble mission. L'idéal serait qu'en nous unissant, notre force de frappe contre ce fléau pourra avoir un impact positif pour l'avenir de l'Afrique. Seul, on ne peut rien, mais avec la coopération, les alliances et les partenariats entre les institutions, l'émergence de l'Afrique fera son chemin », a conclu Emmanuel Ollita Ondongo.

Notons que l'Aaaca, créée en septembre 2013 à Accra, au Ghana, est une association à but non lucratif dont l'objectif est d'assainir la gestion des économies pour optimiser la gouvernance. Elle a pour vocation de promouvoir et de faciliter la coopération mutuelle entre les Etats afin de prévenir, détecter, enquêter, recueillir et fournir des preuves pour des procédures judiciaires et la répression de la corruption, ainsi que des infractions assimilées. Elle constitue, pour les pays africains, une arme pour le redressement de leurs économies et la bonne gouvernance.

Parfait Wilfried Douniama

ŒUVRES SOCIALES

Le député Romi Oyo rencontre à la base les personnes du 3^e âge

L'élu de la troisième circonscription électorale de Ouenzé a sillonné, le 21 mai à Brazzaville, les quartiers 56 et 57 pour recueillir les informations utiles auprès de ses mandants et rendre visite aux malades du troisième âge.

La visite de proximité du député lui a permis d'échanger avec sa base sur les problèmes qui minent sa circonscription électorale. « *Nous avons profité de la Pentecôte pour converser avec la population. Nous échangeons avec elle pour trouver des solutions*



Le député Romi Oyo échangeant avec une malade (Adiac)

ensemble car seul, nous ne pouvons rien. Elle m'a élu pour que je la représente à l'Assemblée nationale donc, il est normal que je puisse revenir tout le temps vers elle pour lui rendre compte et me faire une idée de ses doléances », a indiqué Romi Oyo.

Mettant à profit cette descente, le député a rendu visite aux malades et leur a remis des kits alimentaires comprenant sucre, savon, huile, riz, lait et autres. Il a également offert une enveloppe financière pour permettre à chacune des personnes du troisième âge de se faire soigner. À la demande de ses mandants, Romi Oyo compte pérenniser les actions humanistes déjà engagées. « *Nous sommes très contents car nous avons reçu beaucoup de ce député. Il doit continuer avec ces actions humanistes* », a déclaré Emery Nkoudzilou Ililou, candidat malheureux aux législatives 2007-2012.

L'élu de la troisième circonscription de Ouenzé n'est pas à sa première descente dans les quartiers 56 et 57. Bien avant, il a effectué plusieurs descentes de proximité sous le label de la Fondation Harris-Oyo. Par exemple, en avril 2017, cette fondation avait organisé une séance de dépistage du diabète et de contrôle de la tension artérielle au profit des personnes du troisième âge. En décembre 2016, la fondation avait fait un don de jouets aux enfants malades de l'hôpital de base de Makélékélé, le premier arrondissement de Brazzaville.

Plusieurs actions caritatives sont à mettre à l'actif de la Fondation Harris-Oyo, entre autres, la remise de vivres et dons aux sinistrés du département du Pool, la campagne de sensibilisation contre le harcèlement en milieu scolaire, la remise de kits scolaires aux élèves dans les écoles de la commune de Ouenzé.

Fortuné Ibara

SALUBRITÉ

Le club des droits de l'enfant nettoie la bibliothèque nationale

Durant quatre heures, l'établissement public a été assaini à l'intérieur et à l'extérieur, le 19 mai, dans le cadre de l'opération «No litter day» ou journée sans déchets, célébrée chaque 16 mai par les membres du club.

La «No litter day» vise l'éradication de la saleté en éliminant tout ce qui jonche le sol, pollue les mers et les océans. Cette journée contribue à l'assainissement des lieux publics, à travers le travail en équipe.

Le choix de la bibliothèque nationale n'est pas fortuit car, ce lieu mythique est très important du fait qu'il regorge l'histoire de l'humanité. Selon les initiateurs, ce genre de programmes permet de réunir les enfants autour des activités du développement durable. « *C'est un son de cloche que nous lan-*

çons à d'autres organismes car, nos lieux historiques doivent être assainis afin d'améliorer la visibilité de notre pays. Dans les prochaines éditions, nous irons dans des écoles, des rivières, bref, dans les lieux les plus reculés de notre pays, afin de permettre aux enfants de rester en contact avec la nature. La plupart d'entre eux sont des citoyens », a déclaré Lysias Milandou, coordonnateur du Club.

Au total, cinquante élèves des classes de quatrième, troisième, seconde et première, venus des dif-

férents sites de l'Ecole «Joseph-perfection», ont pris d'assaut les locaux de la bibliothèque nationale.

Guidés par le directeur de cette bibliothèque, ces élèves ont balayé la salle de lecture et désherbé les alentours de cet endroit. « *Nous sommes très heureux de nettoyer cet espace. On y vient souvent et on y puise la richesse culturelle et intellectuelle. Nous faisons ce travail pour notre bien, parce que la propreté chasse la maladie* », a lancé Steve Mayama, le coordonnateur du club de lecture de l'Ecole Joseph-Perfection.

Content du travail abattu, Bernard Akondzo, directeur général de la bibliothèque nationale, a émis le souhait de voir cette initiative se pérenniser puis s'étendre dans d'autres établissements publics du pays.

« *Nous sommes très ravis de cette descente, qui a consisté à assainir la bibliothèque nationale. Nous sommes juste à côté du parc zoologique, voilà pourquoi nous sommes souvent envahis par les herbes. Nous aimerions que de telles activités se pérennisent* », a-t-il précisé.

Rude Ngoma, stagiaire



Les membres du club retroussant les manches (Adiac)

OUGANDA

Libération de neuf travailleurs humanitaires enlevés

Un consultant ougandais, Ambroise Olaa, et huit de ses collègues, enlevés par un groupe armé inconnu mardi dernier au Soudan du Sud, ont été libérés, le 17 mai dans la soirée, a annoncé dimanche le brigadier Richard Karemire, porte-parole de l'armée ougandaise.

Ambroise Olaa travaille actuellement en tant que consultant contractuel sur la gestion des conflits pour la Banque mondiale et World vision international. « Nous nous réjouissons de leur libération puisqu'ils n'auraient pas dû être enlevés en premier lieu », a déclaré Richard Karemire. Le commandant Telesphor Turyamumanya, porte-parole de la quatrième division de l'armée basée dans le district de Gulu, dans le nord de l'Ouganda, a déclaré à Xinhua que les neuf travailleurs humanitaires avaient été transportés à Juba, capitale du Soudan du Sud.

Ceux-ci avaient été enlevés le 15 mai, alors qu'ils se rendaient de Tambura à Yambio, dans l'Etat d'Equatoria-occidental.

La libération des travailleurs humanitaires fait suite à l'intervention de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud et de l'équipe de World vision international, qui ont pris l'initiative des négociations avec le groupe armé inconnu, selon le Daily Monitor.

L'ONU a décrit le Soudan du Sud comme l'un des pays les plus meurtriers pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Au moins quatre-vingt-dix travailleurs humanitaires ont été tués et des douzaines d'autres enlevés par des groupes armés depuis que ce pays d'Afrique de l'est a sombré dans la violence en décembre 2013.

ERYTHRÉE

L'Éthiopie nie de soutenir le mouvement rebelle

Le ministère éthiopien des Affaires étrangères a qualifié, le 20 mai, d'« infondées » les accusations selon lesquelles son pays soutiendrait les rebelles érythréens.

Le ministère érythréen de l'Information avait publié, le 16 mai, un communiqué de presse accusant ses pays voisins, le Soudan et l'Éthiopie, de conspirer pour soutenir les groupes rebelles érythréens.

Le communiqué précisait que l'Éthiopie et le Soudan s'étaient mis d'accord pour déployer des groupes d'opposition armés érythréens le long de leurs frontières avec l'Erythrée afin de favoriser les attaques éclair contre ce pays de la mer Rouge. Meles Alem, porte-parole du ministère éthiopien des Affaires étrangères, a indiqué à Xinhua que les allégations de l'Erythrée selon lesquelles l'Éthiopie travaillait avec le Soudan pour soutenir les mouvements rebelles érythréens étaient totalement fausses.

Il a ajouté que la proposition éthiopienne de négociation et de dialogue inconditionnels avec l'Erythrée tenait encore malgré la situation actuellement tendue entre les deux pays. L'Erythrée et son voisin du sud l'Éthiopie ont mené une guerre frontalière sanglante de 1998 à 2000, faisant soixante-dix mille morts, selon les estimations. Depuis lors, les deux pays sont engagés dans un face-à-face armé le long de leur frontière, ponctué de temps à autres par des affrontements sporadiques à petite échelle.

L'Erythrée et son voisin de l'est, le Soudan, ont des relations tendues et s'accusent mutuellement de soutenir les groupes rebelles rivaux.

BURKINA FASO

Le gouvernement hausse le ton contre la grève du ministère des Finances

Les agents ont annoncé une grève nationale du 21 au 25 mai pour exiger de meilleures conditions de vie et de travail.

« Le gouvernement rappelle que les revendications syndicales, quelle que soit leur importance, ne sauraient prendre en otage l'ensemble des travailleurs et des producteurs du Burkina Faso », a-t-il averti, le 19 mai, dans un communiqué officiel. Les fonctionnaires exigent, entre autres, le respect des engagements des autorités pour la reconduction du « check off » (retenue à la source des cotisations syndicales), la restauration de la dotation du carburant de fonctionnement, l'adoption d'un statut sécurisant pour tout le personnel et l'arrêt des réformes entreprises au sein du ministère sans l'adhésion des travailleurs. « Le gouvernement n'est pas en mesure, dans le cadre des présentes négociations, de se prononcer sur le contenu à donner à un statut "sécurisant" étant donné qu'un processus qui se veut inclusif est ouvert sur la question de réforme des rémunérations et des avantages complémentaires », souligne le communiqué.

Pour assurer le service minimum, le gouvernement compte sur les réquisitions de certains agents du ministère ainsi que les stagiaires qui n'ont pas le droit à la grève.

Depuis 2016, le Burkina Faso a connu plusieurs mouvements sociaux, les travailleurs exigeant plus de justice sociale et des meilleures conditions de vie et de travail. Face à la situation, le gouvernement a annoncé une conférence sur les conditions de rémunérations des agents publics de l'Etat qui aura lieu du 12 au 14 juin.

CAP VERT

Les parlementaires des pays africains francophones préconisent l'harmonisation des lois sur les migrations

À l'issue d'une assemblée parlementaire de deux jours dans la capitale cap-verdienne, Praia, les participants ont demandé à leurs homologues des autres espaces linguistiques « de saisir » ce défi, en favorisant une prise de conscience des droits des migrants.

La prise de position des parlementaires des pays africains francophones est l'une des principales conclusions de la Déclaration de Praia, adoptée après l'assemblée parlementaire régionale de l'Afrique de la Francophonie, qui a réuni, les 18 et 19 mai, dix-neuf délégations de pays africains francophones, ainsi que le président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, le Canadien Jacques Chagnon.

Les parlementaires ont également encouragé les pays francophones à maintenir leur « tradition d'hospitalité » en tant que « terre d'accueil ou de transit des migrants » et à amener leurs gouvernements à mettre en œuvre « des politiques publiques de décentralisation ambitieuses » visant à réduire les mouvements de la population des zones rurales vers les zones ur-

baines. L'importance de l'éducation comme « priorité pour la tolérance (et) l'intégration dans le respect de la diversité » a été soulignée par les parlementaires ainsi que la nécessité de « ne pas utiliser les questions migratoires comme facteur de divisions et de conflits ». Le thème principal de la réunion était la question des migrations et des droits de l'homme en Afrique, mais aussi la sécurité, le terrorisme et la gestion des conflits, ainsi que la francophonie comme passerelle vers l'intégration du Cap-Vert dans le continent africain.

Le président de l'Assemblée nationale du Cap-Vert et hôte de la réunion, Jorge Santos, a défendu dans un discours de clôture la nécessité de discuter de la question de la migration « de manière plus approfondie ». « Nous savons que

c'est une approche difficile pour les pays du Nord, mais nous devons être des diplomates pragmatiques et toujours négocier sur la logique de la coresponsabilité », a-t-il déclaré.

Jorge Santos a également souligné la nécessité de travailler pour que la Francophonie soit « une communauté de peuples bien plus qu'un lieu de rencontre des politiciens », considérant pour cela fondamental de résoudre la question du transport et de la communication. « Soit nous réglons la question des transports et des communications pour faciliter les contacts entre nos populations, soit l'utilité de nos organisations régionales est réduite et inefficace », a-t-il soutenu.

Le Cap-Vert a rejoint l'Organisation internationale de la Francophonie en 1996, et le parlement du Cap-Vert a rejoint l'Assemblée parlementaire de la Francophonie en 2003.

HYDROCARBURES

Les prix du pétrole repartis brusquement à la hausse

Après une longue période de léthargie, le baril de Brent, coté à Londres, a atteint presque quatre-vingts dollars à la mi-mai, son plus haut niveau depuis novembre 2014.

Selon un analyste, la flambée des prix du pétrole s'explique par plusieurs facteurs, dont les principaux sont la reprise robuste de l'économie mondiale et les incertitudes géopolitiques.

D'après Huang Zhilong, directeur du centre de recherche macro-économique relevant de l'Institut des finances de Suning, le premier facteur qui pousse les prix du pétrole à la hausse est la vigoureuse crois-

née dernière », indique le rapport. La croissance du produit intérieur brut suppose une demande croissante du pétrole. Selon les dernières prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande quotidienne de pétrole dans le monde a augmenté de 1,5 million de barils, pour atteindre un niveau record de 99,3 millions de barils.

Cependant, la production pétro-

baril. Depuis lors, les stocks de pétrole dans le monde ont considérablement chuté.

En novembre 2017, l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, ont renouvelé leur accord de plafonnement de la production de pétrole jusqu'à la fin 2018. Récemment, le prince héritier saoudien, Mohamed ben Salman, a indiqué que l'Opep cherchait à conclure un accord de coopération à long terme, sur dix à vingt ans, pour limiter la production de pétrole, constituant un facteur clé de la hausse continue du cours de l'or noir. D'autre part, l'instabilité au Moyen-Orient a accru la pression haussière sur les prix du pétrole. Depuis avril, la situation au Moyen-Orient s'est détériorée : les frappes aériennes contre la Syrie dirigées par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ainsi que le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien ont joué un rôle considérable. La tension dans cette région a suscité des préoccupations sur la stabilité de l'offre et contribué à la hausse des cours, selon Huang Zhilong. Dans son article d'analyse, il a également évoqué la spéculation du capital international comme une des causes de la hausse des prix de l'or noir. Sur le marché international des contrats à terme de pétrole, le capital spéculatif international ne cesse d'acheter à la hausse sur fond de tension au Moyen-Orient et de réduction de la production de l'Opep, a-t-il souligné, jugeant impossible qu'au cours d'une longue période les prix du pétrole retombent à moins de quarante dollars le baril.



sance de l'économie mondiale. L'expansion économique mondiale qui a débuté au milieu de l'année 2016 est devenue plus puissante et plus large, a indiqué un rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les perspectives de l'économie mondiale rendu public en avril dernier.

Dans ce rapport, le FMI a relevé sa prévision de croissance mondiale à 3,9%. « Cette accélération s'explique par une croissance plus rapide dans la zone euro, au Japon, en Chine et aux Etats-Unis, tous ces pays ayant connu une croissance supérieure aux attentes l'an-

nière n'a pas augmenté suffisamment pour satisfaire cette demande en hausse, a indiqué Huang Zhilong dans un article. Ces derniers temps, la production dans certaines régions a reculé, particulièrement au Venezuela, dont la production quotidienne est passée de plus de trois millions de barils à 1,6 million sur fond d'instabilité dans le pays.

En outre, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), la Russie et d'autres pays producteurs de pétrole ont convenu, en décembre 2016, de réduire la production pour soutenir les cours du



PROMO GIGA POMBA

Plus de temps de connexion
à prix KDO

Composez *121*4#

2.5 GB
4 000^F 7 jours

1 GB
1 000^F 1 jour

40 GB
25 000^F 30 jours

publicis **AG** Partners

Chez Airtel, les forfaits internet s'améliorent encore et toujours...

Profitez de nos super volumes pour chatter plus longtemps, regarder, télécharger et partager des vidéos en HD, écouter en direct sur vos sites et réseaux sociaux préférés (**WhatsApp, Messenger, Viber, YouTube, ...**)

Activez votre forfait **1 Giga à 1000F, 2.5 Giga à 5000F, 40 Giga à 25 000F** et bien d'autres pour naviguer à volonté. Pour toute activation par **Airtel money**, recevez le **double du volume**.

N'attendez plus, composez ***121*4#** pour découvrir nos forfaits et vivre une expérience internet exceptionnelle.

LE RESEAU DES SMARTPHONES

DIPLOMATIE

Le Congo joue la carte de son entrée à l'Opep

Depuis le début de cette année, le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, a engagé son pays dans la voie de son adhésion à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Pour plaider cette cause, le ministre des Affaires étrangères et des Congolais de l'étranger vient de séjourner au Nigeria et aux Emirats arabes unis, accompagné de son collègue des Hydrocarbures.



partenaires le savent », a signifié le chef de la diplomatie congolaise qui aussi a plaidé pour qu'« un consensus solide se forme le 22 juin prochain autour de la candidature du Congo lorsque le conseil d'administration de l'Opep se réunira à Vienne ».

Un soutien garanti par Reem Al-hashimy, la ministre d'Etat des Emirats arabes unis, en charge de la Coopération internationale. C'est avec elle que Jean-Claude Gakosso a eu un entretien avant de lui transmettre le message du président congolais à son homologue et ami

Séance de travail entre les deux parties (DR) Khalifa Ben Azyed Al Nahyane. Les Emirats arabes unis occupent la quatrième position des pays de l'Opep avec 2,99 millions de barils par jour.

Les chances du Congo

« Pour pouvoir adhérer à l'Opep,

il faut un vote du Conseil des ministres des pays membres à l'unanimité. Pour cela, il faut faire du lobbying pour vendre la destination Congo. Comme vous le savez, le Congo dispose d'un énorme potentiel. En 2018, grâce à des champs qui sont passés en exploitation, nous produisons actuellement trois cent trente mille barils par jour avec un objectif à la fin de 2018 de trois cent cinquante mille barils par jour. Donc, nous sommes parmi les producteurs importants du continent africain après l'Angola qui est un grand producteur; le Nigeria, la Guinée équatoriale », a expliqué le ministre des Hydrocarbures, Jean Marc Thystère Tchicaya.

Fort de ces enjeux, la diplomatie congolaise a annoncé que cette campagne d'adhésion du Congo à l'Opep devrait se poursuivre auprès des autres leaders mondiaux du pétrole avant de s'achever le 22 juin à Vienne, lors du prochain conseil d'administration de cette organisation.

La Rédaction

SANTÉ

L'OMS lance un plan en faveur de milliards de personnes

Le directeur général, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a présenté le nouveau programme de travail de l'organisation à l'horizon 2023 lors de la 71e Assemblée mondiale de la santé dont les travaux prendront fin, le 26 mai, à Genève.

Le programme est axé sur des cibles relevant du « triple milliard », à savoir un milliard de personnes supplémentaires bénéficiant de la couverture sanitaire universelle, un milliard de personnes supplémentaires mieux protégées face aux situations d'urgence sanitaire et un milliard de personnes supplémentaires bénéficiant d'un meilleur état de santé et de plus de bien-être. Il s'inscrit dans trois principes qui ont toujours gouverné l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : « promouvoir la santé, protéger le monde et servir la population vulnérable ». Le chef de l'agence onusienne qui s'exprimait devant les délégués des cent quatre-vingt-quatorze Etats membres de l'organisation, réunis au Palais des nations, a relevé que ce nouveau programme est ambitieux et nécessaire d'autant que « les enjeux sont trop importants ». « Nous devons agir avec un sentiment d'urgence dans tout ce que nous faisons, parce que chaque moment que nous perdons est une question de vie ou de mort », a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus. Il a attiré l'attention sur les nouvelles initiatives pour lutter contre les maladies non transmissibles, le changement climatique, le paludisme, le cancer du col de l'utérus ou encore les graisses trans dans les aliments.

« L'OMS est une organisation qui peut changer le cours de l'histoire et nous changeons encore l'histoire, tous les jours », a affirmé le chef de l'OMS, qui a cité en exemple la réponse apportée par l'organisation et ses partenaires à certaines actions de santé à travers le monde. Il s'agit notamment de l'actuelle épidémie d'Ebola à Bikoro, en République démocratique du Congo ; l'établissement au Yémen de plus de mille centres de traitement du choléra, qui ont aidé à sauver des dizaines de milliers de vies ; ou encore l'envoi à Madagascar de plus d'un million de doses de vaccins et de fonds, ayant permis de maîtriser l'épidémie de peste dans ce pays en seulement trois mois. Estimant qu'il ne sera pas question de « réinventer la roue » mais d'ouvrir l'impact encore plus important, Tedros Adhanom Ghebreyesus a souligné : « Nous ne nous contenterons pas d'un monde dans lequel il y a une différence d'espérance de vie de trente-trois ans entre certains pays. Nous ne nous contenterons pas d'un monde dans lequel les gens tombent malades parce que l'air qu'ils respirent n'est pas propre. (...) Nous ne nous contenterons pas d'un monde dans lequel les gens doivent choisir entre la maladie et la pauvreté à cause du coût de la prise en charge qui sort de leurs propres poches ».

Le directeur général a annoncé une série de mesures qui devraient permettre de mettre en œuvre le nouveau programme d'action, y compris une série de réformes, un plan de transformation et la mise en place d'un leadership fort avec de nombreux talents et provenant de tous les coins du monde. Il s'est félicité de l'appui politique sans précédent démontré par les Etats membres dans le domaine de la santé et a appelé à le renforcer d'un financement avec des fonds flexibles. « Il y a peu d'intérêt dans une mission ambitieuse si elle ne s'accompagne pas d'investissements ambitieux », a conclu le chef de l'OMS.

Nestor N'Gampoula

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les Nations unies appellent à passer des paroles aux actes

L'invite sur la nécessité d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été faite par la vice-secrétaire général de l'organisation, Amina J. Mohammed, lors du Forum pour la coopération en matière de développement, tenu du 21 au 22 mai, à New York.

« Nous sommes ici pour passer des paroles aux actes », a insisté le numéro deux de l'ONU qui s'est, par ailleurs, réjoui « des avancées remarquables » même si le chemin à parcourir pour « construire des sociétés résilientes et durables, qui ne laissent personne de côté », reste encore long.

Evoquant l'importance de ce programme, Amina J. Mohammed a dit que sa concrétisation s'avère importante, puisque 767 millions de personnes vivent encore avec moins de 1,90 dollar par jour, alors que globalement, 793 millions de personnes étaient malnutries en 2014-2016. En 2015, plus de 303 000 femmes sont mortes durant la grossesse et l'accouchement, et 5,9 millions d'enfants de moins de 5 ans sont décédés.

La vice-secrétaire générale a, en outre, pointé les inégalités entre les sexes qui sont, selon elle, « toujours fortes », comme en témoigne le fait que les jeunes sont confrontés à « des taux dramatiques de chômage et dont les voix ne se font pas entendre », y compris les 9% d'enfants qui ne sont pas scolarisés. Elle a mis en évidence les

conséquences des problèmes environnementaux : stress hydrique; nécessité de construire davantage d'infrastructures durables; pollution de l'air affectant neuf habitants sur dix dans les villes, et le changement climatique qui « provoque des pertes économiques de 250 à 300 milliards de dollars par an ». Amina J. Mohammed a exhorté à « créer des partenariats plus forts, afin que la coopération en matière de développement puisse jouer un rôle plus stratégique et effectif dans sa mise en œuvre ». En ce qui concerne l'aide au développement, elle a regretté que les pays les moins avancés et ceux avec des situations spéciales soient trop souvent contournés, notamment en matière de financement mixte. « Il faut que cela change », a-t-elle martelé, ajoutant que les gouvernements ne peuvent pas agir seuls.

S'étendant sur le sujet, le numéro deux de l'ONU a mis en évidence l'importance de la coopération sud-sud, en citant comme « modèle » le Plan d'action de Buenos Aires. Elle a indiqué que la Conférence

de haut niveau se déroulera l'année prochaine en Argentine et la réforme du système de développement des Nations unies permettra de prendre des mesures plus ciblées et stratégiques, précisément en se repositionnant pour renforcer l'appui au niveau local, indispensable pour mettre en œuvre cette réforme.

La présidente du Conseil économique et social, Marie Chardova, a, pour sa part, noté que l'initiative du Forum est l'occasion de réfléchir aux moyens de bâtir des sociétés durables et résilientes. « Les gains de développement si âprement gagnés sont menacés par les inégalités, le changement climatique, la montée de l'extrémisme violent et du populisme et le rétrécissement de l'espace civique », a-t-elle déclaré.

Le Forum pour la coopération en matière de développement encourage la cohérence dans les politiques de développement. Divers acteurs du développement y participent : experts de pays en développement et développés; parlementaires; gouvernements locaux; organisations de la société civile; fondations philanthropiques; organisations internationales; banques de développement; secteur privé.

N.N'G.

ANNONCE

L'Ambassade de la République Fédérale du Nigeria à Brazzaville invite par la présente les Entrepreneurs à soumissionner pour la construction des ouvrages ci-dessous au Siège Officiel des Diplomates, situé N° 1 Avenue Auxence Ickonga, Brazzaville ;

1. Construction de (5) duplex d'appartement de 3 chambres
2. Emboitage de tous les locaux
3. Maitrise du Drainage/Erosion
4. Sécurité du toit
5. Plomberie et Electrification de tous les locaux
6. Peinture du bâtiment
7. Construction de poste de sécurité

La soumission dure deux semaines à partir de la date de cette publication et tous les soumissionnaires sont priés de respecter la date limite, car toute soumission déposée en retard ne sera pas acceptée. De plus, toutes les soumissions doivent être envoyées dans des enveloppes fermées avec des documents appropriés/ valides au signataire de cette annonce.

Oyedele S. Olatunji
Chef de la Chancellerie
Pour l'Ambassadeur



Le Musée Galerie du Bassin du Congo

Présente

Du 04 mai au 04 juillet 2018, **LES FEMMES PLASTICIENNES DU CONGO (AFPC)** dans "l'évolution de la femme africaine au cours du temps" une exposition vente de **peinture, Sculpture, art Batik, Photographie.**

Spéciale hommage à Tatiana TSOLO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Adresse : 84, Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO, dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville. +242 06 666 70 65

" Enfin au CONGO ! "



Prenez votre envol !

" SOYEZ LES BIENVENUS ! "



- Qualité, Prix, Service après vente assuré

📍 Camp Clairon, Brazzaville, Congo
en face de la station Puma

☎ **05 035 06 06**

www.condor.dz

INDUSTRIALISATION ET DÉVELOPPEMENT**L'Afrique ne doit plus être le musée de la pauvreté**

La déclaration est du président de la Banque africaine de développement (BAD), estimant qu'environ cinq cent quatre-vingts millions de jeunes africains arriveront, d'ici à 2050, sur le marché de l'emploi.

Pour Akinwumi Adesina, la population du continent est fatiguée de la pauvreté. *«L'Afrique doit cesser d'être le musée de la pauvreté. Sa population est déterminée à inverser cette tendance. L'avenir des jeunes africains n'est pas en Europe, leur unique destin n'est pas d'aller mourir dans la mer Méditerranée»*, a-t-il déclaré, à la veille des cinquante-troisièmes Assemblées annuelles de la BAD qui se tiennent du 21 au 25 mai, à Busan, en Corée.

Quelque trois mille participants y prennent part. L'Afrique espère tirer profit du modèle coréen, pour accélérer son industrialisation. Le thème de la rencontre est «Accélérer l'industrialisation de l'Afrique». Pour le président de la BAD, l'un des meilleurs moyens de sortir le continent de la pauvreté c'est d'accélérer son industrialisation. *«La volatilité des prix des matières premières enregistrée ces dernières années a pénalisé de très nombreux pays africains. Elle nous a convaincus de l'urgence à diversifier nos économies, notamment par la transformation sur place de nos matières premières»*, a-t-il relevé. Il a annoncé que la BAD allait investir trente-cinq milliards de dollars sur les dix prochaines années pour accompagner l'industrialisation de l'Afrique. *«Nous avons la conviction que toute création de valeur ajoutée pour les économies africaines passe par l'industrialisation. Sur le plan agricole, par exemple, nous pouvons arriver à la création de zones de transformation des matières premières agricoles. Pour l'Afrique, l'industrialisation n'est pas une option, c'est une impérieuse nécessité»*, a-t-il expliqué.

Il a cité trois préalables à l'industrialisation de l'Afrique : un leadership politique, un investissement massif dans les infrastructures et un renforcement des ressources humaines, notamment des investissements dans les sciences, les nouvelles technologies et les innovations, tout en mettant en garde contre «le prêt-à-reproduire» et «sans tomber dans la reproduction paresseuse», en y ajoutant *«un environnement des affaires sain et incitatif»*.

Noël Ndong

IN MEMORIAM

24 mai 2017 – 24 mai 2018

Voici un an déjà que notre président, Victor Bothant Bokotoko nous a quittés pour un monde meilleur. Le voyage n'est pas fini et la mort n'est qu'un début. Car jamais ne meurt celui à qui on continue de penser.

En ce jour commémoratif, la grande famille «La Nsele» prie tous ceux qui l'ont connu et aimé, d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Le temps qui passe ne peut effacer la douleur de la perte d'un être cher. La lumière et la force de Dieu, ainsi que sa présence auprès de toi sont notre réconfort et notre joie.

Président, que la paix du Seigneur soit toujours avec toi. Sur ce, une messe sera dite en l'église Sainte-Marie de Ouenzé, ce jeudi 24 mai 2018 à 6h 15 pour le repos de son âme.

Président, jamais nous ne t'oublierons.

**NÉCROLOGIE**

Miguel Loubaki, agent des Dépêches de Brazzaville, André Nzouzi, agent retraité de l'OMS, les enfants Nzouzi, les membres de la famille Kimbinda et Kinanga ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès inopiné de Mme Nzouzi née Midiengo Clémentine (chargée aux affaires sociales du groupe tradimoderna Souka-Ntima/Brazzaville), le 17 mai 2018 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°22 de la rue Makoko, à Poto-Poto (arrêt de bus le Métro/PSP Mbochis).

**MIGRATION ILLÉGALE****L'UA veut établir un observatoire**

Le Conseil de paix et de sécurité de l'organisation panafricaine a approuvé une proposition visant à établir un Observatoire de la migration africaine afin de lutter contre ce trafic illégal, un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

« L'Observatoire aura pour mission de collecter des informations, d'assurer les échanges d'informations et la coordination entre les pays africains pour comprendre, anticiper et agir sur les problèmes de migration et soutenir les initiatives continentales en vue d'endiguer la migration illégale », souligne l'Union africaine (UA) dans un communiqué de presse.

muniqué de presse.

Chaque année, des dizaines de milliers d'Africains font l'objet de trafics vers le Moyen-Orient et l'Europe, où ils sont exploités dans différents secteurs informels comme la prostitution, les travaux physiques et le travail agricole.

Malgré les initiatives régionales et intra-africaines pour endiguer la migration illégale des Africains et mettre un terme à leur exploitation par les criminels, il manque à ce jour un mécanisme de collaboration efficace entre les cinquante-cinq Etats membres de l'UA pour mettre fin à la migration illégale et agir contre

les réseaux criminels.

Pour ce faire, l'Observatoire de la migration africaine travaillera en particulier avec les initiatives comme le Centre opérationnel régional basé à Khartoum, au Soudan, afin de renforcer la collaboration ainsi que le partage de renseignements et combattre les activités criminelles liées à la migration.

Les réseaux criminels qui font du trafic d'êtres humains sont une source d'instabilité dans les Etats membres et facilitent les liens entre groupes terroristes et bandes criminelles, a ajouté l'UA.

Josiane Mambou Loukoulou

L'ONU envisage ses premières sanctions

Six chefs de réseaux de trafiquants de migrants actifs en Libye sont menacés de sanctions par le Conseil de sécurité, un processus qui serait une première pour l'institution.

« Le Conseil de sécurité étudie des sanctions contre six individus impliqués dans des trafics de migrants et d'êtres humains en Libye. Nous regrettons que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de trouver un consensus sur la désignation » des individus concernés, a révélé l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, lors d'une réunion consacrée à la Libye, sans citer de noms. *« Il y a un soutien régional fort pour ces désignations. Et les preuves montrant l'implication de ces six personnes sont claires »*, a précisé la diplomate, espérant un accord rapide pour « dissuader »

les trafiquants de migrants.

Proposées par les Pays-Bas, les sanctions -gel de comptes bancaires, interdiction de voyager- visent deux Erythréens, Ermias Ghermay et Fitiwi Abdelrazak, ainsi que quatre Libyens, Ahmad Omar al-Dabbashi, Musab Abu-Qarin, Mohammed Kachlaf et Abd al Rahman al-Milad, le chef d'une unité de garde-côtes. La Russie a, toutefois, demandé la suspension du processus de désignation de ces six personnes, affirmant avoir « besoin d'avantage d'informations ». Moscou a aussi réclamé un partage des « preuves abondantes » évoquées en provenance de « sources de confiance », qui accusent ces six individus. La Russie voudrait aussi savoir en quoi « le problème va être résolu sans s'attaquer (aussi) aux criminels des pays d'origine et de destination », no-

tant que des documents parlent de réseaux « s'étendant à plusieurs pays européens et aux Etats-Unis ».

A l'appui de sa demande de suspension, la Russie souhaite également que la Libye soit associée au processus de désignation des personnes visées, jugeant que les accusations à leur encontre sont davantage de nature criminelle que liées à des violations des droits de l'Homme.

Selon un diplomate s'exprimant sous couvert de l'anonymat, des sanctions contre des trafiquants de migrants seraient une « première » pour le Conseil de sécurité. Aussi ajoute-t-il, l'objectif de cette désignation d'individus est de neutraliser des filières ayant été jusqu'à vendre des migrants sur des marchés d'esclaves en Libye.

J.M.L.

AFRIQUE DU SUD

Le ministère sud-africain du Commerce et de l'industrie organisera cette semaine, en Chine, un salon de l'investissement, dans le but d'inciter les hommes d'affaires chinois à investir dans les Zones économiques spéciales (ZES) de l'Afrique du Sud. Le public-cible comprendra notamment des investisseurs, des institutions financières chinoises et des représentants du gouvernement. La délégation sud-africaine se livrera, en outre, à un exercice d'évaluation comparative de ses ZES en visitant les ZES florissantes de Shanghai, ce qui lui permettra de procéder à un partage d'expériences. L'Afrique du Sud s'est dotée de huit ZES attirées, situées dans six des provinces du pays.

BURKINA FASO

Les agents du ministère en charge de l'Economie et des Finances du Burkina Faso ont entamé, le 21 mai, une grève de 120 h sur toute l'étendue du territoire, pour réclamer la reconduction du « Check off », la restauration de la dotation du carburant de fonctionnement aux agents, l'adoption d'un statut sécurisant pour

tout le personnel et l'arrêt des réformes entreprises au sein du ministère sans l'adhésion des travailleurs. A Ouagadougou, des habitants craignent déjà des pénuries de carburant si cette grève doit continuer car, elle concerne aussi les agents des douanes qui pourront fermer les frontières. Face à la situation, le gouvernement a annoncé une conférence sur les conditions de rémunérations des agents publics de l'Etat qui aura lieu du 12 au 14 juin.

NIGER

Le pays prépare un plan d'action pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. D'après le diagnostic, il a été relevé des difficultés relatives au contrôle des frontières, au demeurant immense, dans un contexte régional où les dynamiques d'intégration garantissent la libre circulation des personnes et des biens. De ce fait, les groupes criminels, notamment les terroristes, profitent de cette porosité des frontières pour s'assurer de larges possibilités pour la mobilité de leurs fonds à travers divers trafics, tels que la drogue, les armes, la cigarette, les migrants...

J.M.L. et AFP

NATURE

Le Congo célèbre la 25^e journée internationale de la biodiversité

L'événement commémoré le 22 mai de chaque année a donné l'occasion à la ministre du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan-Nonault, d'adresser un message au nom du gouvernement.

La journée internationale de diversité biologique est placée cette année sur le thème « Célébrer vingt-cinq ans d'action pour la biodiversité ». En effet, 2018 marque le vingt-cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention sur la diversité biologique, ouverte à la signature des pays le 5 juin 1992 lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, appelée aussi « Sommet de la Terre ». Elle est entrée en vigueur le 29 décembre 1993. Cette convention poursuit trois objectifs, à savoir la conservation de la diversité biologique ; l'utilisation durable des composantes de la diversité biologique ; le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

Dans son message, la ministre du Tourisme et de l'environnement a précisé que ce texte est un cadre d'action sur la

diversité, qui rassemble cent quatre-vingt-treize Parties et permet aux différents acteurs impliqués dans la convention des ressources naturelles, notamment les populations autochtones et les communautés locales de partager leur vision sur la gestion de ce patrimoine commun qu'est la biodiversité. C'est pourquoi, l'adoption de cette convention à Rio a traduit l'expression de la communauté internationale de travailler au maintien de l'équilibre écologique planétaire dans la perspective d'un développement durable. De tous temps, a-t-elle poursuivi, les ressources biologiques ont été les piliers sur lesquels ont été bâties les civilisations. Les produits de la nature sont à la base des diverses activités telles l'agriculture, les cosmétiques, la pharmacopée, la construction et autres.

Aussi a-t-elle dit, depuis l'entrée en vigueur de cette convention, plusieurs actions ont été



La ministre du Tourisme et de l'environnement délivrant le message (Adiac)

menées, entre autres, l'élaboration d'orientations scientifiques pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité ; l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation ; l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de plans d'action nationaux pour protéger la diversité biologique ; la tenue tous les deux ans des conférences des parties. « Le Congo, notre pays,

est Partie à la Convention sur la diversité biologique depuis le 30 octobre 1996. Il est aussi Partie au protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation ainsi qu'au Protocole de Nagoya Kuala-Lumpur sur la responsabilité et la réparation des risques biotechnologiques. A ce titre, plusieurs actions ont

été entreprises en vue de traduire, au niveau national, les dispositions de ces accords multilatéraux relatives à la gestion durable de la diversité biologique », a déclaré la ministre Arlette Soudan-Nonault. Toutefois, la ministre a indiqué que beaucoup reste à faire, dans le cadre de la lutte contre l'érosion de la diversité biologique au niveau mondial, en général, et au Congo, en particulier. C'est le combat dans lequel, a-t-elle poursuivi, est engagé le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, dans le cadre de la Commission climat du Bassin du Congo qui vise la gestion durable des écosystèmes naturels en vue de contribuer à la préservation de l'environnement au niveau mondial. « Ensemble, nous sommes engagés à prendre des actions urgentes et décisives pour préserver et conserver les gènes, les espèces et les écosystèmes, en vue de la gestion et l'utilisation durables des ressources biologiques », a-t-elle conclu.

Bruno Okokana

AFFAIRES

La Namibie présente ses opportunités économiques

L'ambassade de la République de Namibie au Congo a organisé, le 18 mai à Brazzaville, une journée dite « économique namibienne », pour présenter aux hommes d'affaires congolais, les nombreuses opportunités d'investissement et d'échanges disponibles dans ce pays.



L'ambassadeur Viljo H. Hifindaka devant des hommes d'affaires congolais

« Nous avons organisé cette journée pour faire connaître aux hommes d'affaires congolais les multiples opportunités d'investissement disponibles dans mon pays, dans les différents secteurs de la vie économique, notamment dans les secteurs agricole, minier, touristique, halieutique et tant d'autres », a déclaré l'ambassadeur Viljo H. Hifindaka. Dans son exposé, le diplomate a invité les hommes d'affaires congolais à se rendre en Namibie, identifier les produits namibiens susceptibles d'être amenés au Congo tels que du poisson, de la viande, de la bière...aux fins d'y investir. Il a également appelé les hommes d'affaires namibiens à venir au Congo, pays qui produit suffisamment de bois dont la Namibie a besoin. « Ces opportunités sont bénéfiques à la fois pour les Namibiens et les Congolais », a ajouté le diplomate namibien.

Viljo H. Hifindaka s'est, en outre, réjoui de constater qu'il y a déjà un partenariat entre les hommes d'affaires des deux pays, notamment dans les secteurs du commerce et de l'hôtellerie. « Nous encourageons ce partenariat. Nous nous assurons qu'à l'avenir, les produits namibiens viendront au Congo et vice versa. Nous sommes conscients que cette diplomatie économique réussira. La Namibie a une politique de marché économique libre, n'importe qui sera le bienvenu en Namibie », a-t-il conclu.

Pays du sud-ouest de l'Afrique, la Namibie a une superficie de 825 418 km² et une population de 2 484 780 habitants; sa capitale est Windhoek.

Jean Jacques Koubemba

REDD+

La validation du plan d'investissement en attente

L'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (Cafi) insiste sur l'amélioration des volets gouvernance, aménagement du territoire et gestion foncière, avant l'adoption du document de la stratégie nationale.

L'approbation du plan d'investissement de la Redd+ fera bénéficier au Congo d'un appui financier qui lui permettra de mettre en œuvre son plan d'action. Ainsi, pour amender la version 6 de ce document puis le soumettre au conseil d'administration de la Cafi, un atelier a été ouvert, le 22 mai, à Brazzaville. « Les conditions de cet appui et les engagements du gouvernement à améliorer la gouvernance dans les secteurs concernés par ce processus seront précisés dans une lettre d'intention. Celle-ci sera négociée et signée entre le Congo et la Cafi », a indiqué le président du comité

national Redd+, Macaire Nzomono à l'ouverture de l'atelier. « La version 5 de ce plan, qui avait pris en compte les contributions de toutes les parties prenantes, a été approuvée par le sous-comité du programme d'investissement forestier, en 2013. La Cafi nous a demandé de peaufiner le document en ajoutant le volet gouvernance au niveau des secteurs considérés comme principaux moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts », a-t-il expliqué.

Dans le cadre de la mise en œuvre du processus Redd+, le Congo a accompli des efforts

encourageants dans différents domaines, notamment en matière d'aménagement durable et de certification des concessions forestières, de conservation de la faune via la création de concessions forestières et d'aménagement des aires protégées.

Des engagements ont été pris au niveau international. C'est le cas de la signature d'un mémorandum sur le palmier à huile durable, l'exploitation minière à impact réduit. Il s'agit, entre autres, de prendre des mesures visant à réviser ou renforcer les politiques et les stratégies nationales, les cadres législatifs réglementaires et normatifs.

Un accent particulier sera mis sur l'aménagement du territoire, précisément le plan national d'affectation des terres et les schémas départementaux des terres, pour garantir une gestion spatiale multisectorielle et mettre ainsi fin aux conflits liés à la superposition d'usage des terres.

La sécurité foncière devra également être garantie pour assurer une durabilité des activités aux communautés locales, aux petits porteurs de projets et aux investissements étrangers qui souhaitent développer les plantations forestières et agro-forestières.



Les participants à la réunion de validation (Adiac)

Lopelle Mboussa Gassia

ASSISTANCE HUMANITAIRE

Le gouvernement au chevet des sinistrés d'Owando

Une délégation du ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, conduite par Christian Aboké-Ndza, s'est rendue du 11 au 17 mai au chef-lieu de la Cuvette, pour apporter une assistance d'urgence à la population victime de la catastrophe naturelle qui s'était produite le 4 mai, causant d'importants dégâts matériels

Un vent violent avait soufflé à Owando, entraînant le déplacement forcé de près de sept cents personnes, soit cent ménages concernés, et détruisant plusieurs habitations et infrastructures publiques. La fragilité des matériaux de construction et la vétusté de nombreuses habitations ont été, à cet effet, mises en cause. On a dénombré également des blessés. Face à ce désastre, la population sinistrée attendait du gouvernement une intervention humanitaire d'urgence pour soulager tant soit peu ses souffrances. C'est ainsi que le ministère en charge de l'action humanitaire a dépêché une aide composée de vivres, non vivres, kits scolaires et kits abris pour assister cette population. « *C'est de la responsabilité de l'Etat de venir assister la population en lui apportant un réconfort moral.*

Le principe, une fois de plus de l'action humanitaire, est d'apporter assistance à l'homme pour qu'il vive dans la dignité », a expliqué le directeur de cabinet de la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Christian Aboké-Ndza.

S'agissant de la distribution du don, chaque chef de ménage a reçu des kits composés de vivres (riz, poisson salé, huile, sel et sardine) et de non vivres (matelas, moustiquaires

imprégnées, savons, nattes, draps). Cette première phase a été faite en présence des autorités locales, des chefs de quartier et de la population ayant pris d'assaut le siège de la mairie.

Lors de la deuxième phase de l'assistance humanitaire, l'équipe mixte ministère, mairie d'Owando et police était descendue, du 14 au 16 mai, aux domiciles des propriétaires des habitations touchées pour la remise des tôles, des bastinges, des sacs de ciment, pointes et autres accessoires nécessaires pour la réhabilitation des maisons, sous l'œil vigilant des jeunes des cinq quartiers concernés. Ont également bénéficié des kits en abri des agents de la force publique qui ont vu leurs maisons endommagées par la tornade.

La satisfaction des bénéficiaires

L'assistance du gouvernement a rencontré l'assentiment des bénéficiaires qui n'ont pas encore oublié l'ampleur de dégâts causés par cette pluie diluvienne accompagnée d'un vent violent. « *Nous étions surpris par cette tornade qui a ravagé les toitures de notre maison, les murs se sont écroulés. Plusieurs objets de maison ont été endommagés. Pour l'in-*



Une vue de l'aide gouvernementale/DR

tant, nous sommes logés chez nos voisins. Les autorités locales, le maire d'Owando et les responsables de la direction départementale des affaires sociales sont arrivés à notre domicile pour faire le constat et nous reconforter », a confié Diane Ebua, une mère d'enfants victime. « *C'est extrêmement difficile de subir un tel événement bouleversant, surtout au moment où on s'approche de la retraite. Ma maison a été fortement touchée. J'ai perdu la toiture et de nombreux objets. Malgré ce sinistre, nous saluons le*

geste humanitaire du gouvernement accompli par les agents du ministère des affaires sociales. Nous saluons aussi la visite du chef de l'Etat à Owando, le 11 mai dernier », a déclaré, pour sa part, Maurice Abia, fonctionnaire de l'Etat.

Apportant la lumière sur la confusion qui a voulu régner au cours de cette mission, Christian Aboké Ndza a rappelé que l'action humanitaire n'intervient que lorsque l'homme est touché. « *Les catastrophes qui ne touchent pas l'homme, les édifices publics, en*

principe, ne sont pas de la compétence de l'action humanitaire. Mais l'action humanitaire prend en charge les habitations, parce que l'homme y vit », a-t-il précisé. Notons que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso avait visité, dans la même période (lors de son passage à Owando), certains édifices de l'Etat touchés. Il avait également compati aux souffrances des victimes, parmi lesquelles des blessés, deux femmes et un enfant qui ont bénéficié de la gratuité des soins à l'hôpital 31-juillet.

Parfait Wilfried Douniama

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Les apprenants appelés à plus d'efforts

Le ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes a appelé, le 22 mai à Brazzaville, les étudiants des établissements d'enseignement professionnel à faire preuve de responsabilité pour mériter leur diplôme de fin de formation.

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel a fait sa déclaration lors de sa descente à l'Ecole normale des instituteurs (Eni) et à l'Ecole nationale moyenne d'administration (Enma), lors des épreuves orales

des examens de fin de formation. Ces examens se déroulent pendant quatre jours. A l'Enma, dans la filière journalisme, par exemple, les étudiants seront examinés notamment sur le français, les langues nationales et la géographie des

médias. Cependant, ceux de l'Eni seront testés sur la pédagogie générale, la pédagogie appliquée, l'alphabétisation, la déontologie et la législation, l'histoire de l'éducation et la musique.

Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes a rappelé aux étudiants leur aptitude de passer l'examen de sortie. Selon lui, après avoir appris toute l'année, ils devront le prouver par la qualité de

leur travail. « *Je vous exhorte à bien travailler et à ne pas tenter de corrompre les examinateurs. Soyez rigoureux envers vous-mêmes, afin de mériter réellement le diplôme professionnel que vous souhaitez obtenir* », a-t-il conseillé.

Il a déploré le manque de port de la cravate des étudiants de l'Enma avant d'inviter les examinateurs à être rigoureux et de prendre en compte cet aspect.

A l'Eni, le ministre a souligné la noblesse du métier d'enseignant à transmettre aux apprenants. Il a demandé aux examinateurs de ne pas être complaisants ni tolérants, parce que le diplôme obéit à des exigences et à la qualité.

Dans ces centres d'examen, les apprenants ont déclaré avoir été surpris par le calendrier. Djoé Monia Laure, étudiant à l'Enma, a déploré le retard du calendrier. « *Je ne m'attendais pas à la tenue de ces oraux mais la présence du ministre me rassure.*

Cet examen a été une surprise, parce que jusqu'au 19 mai, le calendrier n'était pas affiché bien que l'information sur la date d'aujourd'hui ait été donnée depuis le premier semestre. Les apprenants se sont présentés au centre avec précipitation, parce que le ministère n'a pas annoncé

à temps la date de ce jour. Pourtant, les cours avaient pris fin depuis le mois de janvier », a-t-il révélé.

Cette surprise a été également appuyée par les apprenants de l'Eni. Pour Serves Abouli, sa présence à l'établissement a été de vérifier les informations et non de passer l'oral. « *Nous n'étions pas venus pour les épreuves orales ce jour, parce que l'épreuve d'éducation physique a pris fin le 15 mai. C'est une surprise de ma part de passer cet examen aujourd'hui* », a-t-il dit.

Diobel Nkoumbou a répliqué que rien ne peut bouleverser sa conscience, parce que l'examen se prépare dès le premier jour de la rentrée. « *Je ne partage pas l'avis de mes amis, parce que le calendrier donné par le ministère annonçait la date du 22 mai, pour les oraux. L'éducation physique n'a rien bouleversé de son côté, sinon rapproché les épreuves* », a-t-il fait remarquer.

Une autre étudiante, Sara Moussolongo, a ajouté que l'examen sera affronté sans inquiétude. « *Nous serons évalués sur tout ce que nous avons appris pendant toute une année. Rien ne tombera du ciel pour nous surprendre* », a-t-elle indiqué.

Lydie Gisèle Oka



Le ministre exhortant les apprenants à l'Eni (Adiac)

CÉLÉBRATION

Les avocats de la ville océane ont fêté la Saint-Yves

Organisé le 19 mai à la Cour d'appel par le barreau de Pointe-Noire, l'événement a été marqué par le concours d'éloquence en présence des magistrats, des avocats et plusieurs autres juristes.

C'est la première fois que le barreau de Pointe-Noire célèbre la Saint-Yves, le saint patron des avocats qui, tout au long de sa vie, a plaidé pour les pauvres sans honoraires. Fils de bourgeois, saint Yves, de son vrai nom Yves Hélyor de Kermatin, a toujours mis en exergue l'équité. Il est le saint patron de toutes les professions de droit, notamment celle d'avocat. Le plaidoyer de Me Placide Lengua, premier président de la Cour suprême aujourd'hui à la retraite, intitulé De l'art oratoire au barreau, lu par Me Lionel Kalina Menga, représentant le haut magistrat, a ouvert l'activité avant que Me Sylvie Nicole Mouyocket Ngana, le bâtonnier du barreau de Pointe-Noire, ne présente le concours d'éloquence que ce barreau a initié pour la première fois, bénéficiant des précieux conseils de l'ancien bâtonnier Me Voumbi. « Le concours permet de lutter contre le favoritisme et d'éveiller le talent d'art oratoire qui fait la fierté de l'avocat », a-t-elle dit. Peu avant le concours, deux procès fictifs ont été organisés sur *Le droit successoral de la veuve ménagère, mariée sous le régime de la communauté des biens* et *Est-il nécessaire d'éditer une charte*



des droits de la femme ?

Selon Me Cardin Tsala, défendant la veuve, les modalités de succession sont prévues dans le code de la famille congolais. Cette question trouve aussi sa réponse dans la loi. De son côté, Me Joseph Milandou a plaidé pour la mise en pratique, sans condition, du code de la famille et d'en prévoir aussi des sanctions pour ceux qui l'ignorent volontairement. Dans le second procès fictif, Me Guillaume Bakouet a argumenté sur l'adoption d'une charte pour les droits de la femme afin de mettre fin à toutes les injustices et sévices que subissent les femmes souvent sans défense. Par contre, Me Gracia Adiabamba Amoussou, du

barreau du Bénin et invitée de cette journée, a défendu avec la force des arguments que la Charte des droits des femmes est inappropriée à notre époque car les femmes naissent libres et demeurent égales à l'homme en droit. Pour elle, le combat de la femme est maintenant l'action. Le concours d'éloquence a mis aux prises six jeunes avocats stagiaires qui ont fait admirer la rhétorique sur les thèmes : « Le principe de la confraternité entre avocats doit-il l'emporter sur le droit de la défense ? » par Me Orsay Moundiengui et Tedi Cherubin Donatien Koumba, « *La pauvreté rime-t-elle avec la noblesse, l'avocat avec le pauvre, la veuve*

ou l'orphelin ? » par Me Nelson Kodom Ampieh NDong, « *L'art de contester pour contester au procès est-il malhonnête ou indélicat ?* » par Me Frey Daniel Locko et Me Jerry Chris Irenée Malonga. Après délibération, Me Jerry Chris Irenée Malonga a été proclamé vainqueur du concours d'éloquence par le jury. Tous les candidats ont été récompensés et ont vivement remercié le barreau pour cette louable initiative qui a mis en évidence leur talent. « Aujourd'hui, on a écrit l'histoire du barreau. Durant notre mandat, nous allons plaider pour la revalorisation des avocats stagiaires. Nous devons soutenir et accompagner notre heureux ré-

La photo de famille après la Saint-Yves / crédit photo Adiac

cipiendaire, Me Jerry Chris Irenée Malonga, qui va représenter le barreau de Pointe-Noire au CIB à Genève, en Suisse, où il va concourir avec les jeunes avocats de divers horizons et d'exhorter ses collègues avocats à s'approprier le combat de saint Yves qui a fait de l'avocature un sacerdoce par son humilité et sa générosité», ont-ils indiqué.

Signalons qu'avant la journée Saint-Yves, les avocats du barreau ont organisé des consultations juridiques gratuites dans les différentes mairies de la ville.

Hervé Brice Mampouya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



SAISON SÈCHE

Moment propice pour des travaux de voiries urbaines

La période qui s'annonce à Pointe-Noire n'a pas que la cohorte de pathologies qu'elle apporte souvent mais peut être aussi profitable pour entreprendre de grands chantiers municipaux.

Les températures qui variaient entre 28 et 32, voire 34° C à Pointe-Noire, sont en train de céder la place à l'air frais, laissant entrevoir l'arrivée de la saison sèche. Ce qui est observable dès 16h. Sauf surprise du fait des changements climatiques, généralement cette saison qui s'annonce dans la ville océane est porteuse de plusieurs maladies qui exigent des parents de bien prendre soin de leurs enfants en les couvrant avec des habits appropriés. Ces maladies sont souvent des toux stridentes, des bronchites aiguës, des cas de paludisme et des fièvres de toute nature.

Cette saison sèche est souvent entrecoupée de quelques mo-

ments ensoleillés qui incitent les Ponténégrins à aller se détendre sur les plages de la baie de Loango, le plus souvent les mois de juin, juillet et août. Et celle-ci dure généralement quatre mois allant de la dernière semaine de mai jusqu'à la mi-octobre, avec tout de même la probabilité de précipitation la plus basse de 0% en août. Mais dans la plupart des cas, la saison sèche est un moment essentiel pour accélérer le rythme de quelques travaux de voiries dans la ville, puisque les pluies ne vont plus constituer un handicap.

Maintes fois, les intempéries à Pointe-Noire ont compliqué l'avancement normal de certains travaux des voiries urbaines et autres, notamment le curage des caniveaux et des rivières, la construction et l'aménagement des artères, à l'instar des travaux de la portion de l'avenue Jean-Félix-Tchicaya, du marché de l'OCH au rond-point château-d'eau qui viennent de reprendre. Le mo-



vue de la mairie centrale de Pointe-Noire

ment devrait être une aubaine à saisir pour relancer ces chantiers et commencer d'autres, tels le traitement de certaines érosions qui ont pris corps dans des quartiers périphériques de la ville, avec pour conséquence la destruction des habitations sous l'œil impuissant de leurs propriétaires. Pour de nombreux Ponténégrins, des pleurs et lamentations de la population pendant la saison

des pluies sont dues en grande partie au manque de curage et d'assainissement des caniveaux et rivières qui traversent la ville de part en part. « Les autorités en charge des questions d'assainissement et d'aménagement devraient se réveiller au cours de cette saison sèche afin d'appuyer le travail de la société Averde, cette fois en se penchant plus sur le curage des caniveaux

et des rivières bouchées depuis tant d'années, notamment Bakadila, et celle de Km4 qui traverse le quartier Saint-Pierre et le marché de la frontière », ont déclaré certains. Le plus souvent, quand s'annonce la saison sèche, fini le stress de ceux qui habitent des quartiers susceptibles d'être inondés lors des périodes pluvieuses tels que Saint-Pierre, Bakadila, OCH (à quelques mètres du rond-point château-d'eau). C'est au cours des mois de mai, juillet, août et septembre que la nature est quelque peu clémente à leur endroit. Soulignons que les Ponténégrins continuent de s'interroger sur l'abandon des travaux de construction de l'avenue allant du rond-point Kassai jusqu'au quartier Mouyondzi, vers Baguelette d'or, que d'aucuns appellent l'avenue Savon. Si ce chantier était mené jusqu'au bout, cette avenue désengorgerait l'avenue Marien-Ngouabi puisqu'elle est sa parallèle.

Faustin Akono

SANTÉ

L'hôpital général d'Oyo signe un partenariat avec la clinique Netcare

Le contrat de prise en charge sanitaire a été scellé, le 19 mai, à Pointe-Noire, par les responsables des deux structures, notamment Donatien Mounkassa et Sophie Duhen.



Le Dr Donatien Moussa et Sophie Duhen lors de la signature de la convention de partenariat/ crédit photo Adiac

La convention est axée sur l'accès aux soins, la mobilité des ressources, l'assistance technique et la formation. Donnant les raisons de ce partenariat public-privé stratégique et gagnant-gagnant, le Dr Donatien Mounkassa a évoqué le fait que les structures sanitaires publiques disposaient, entre autres, de soins de qualité, d'une bonne gouvernance et d'un management qui devraient profiter aux structures sanitaires publiques. Le choix de la clinique Netcare se justifie aussi par l'importance de sa clientèle.

Du côté de Netcare, ce partenariat se justifie par les particularités de l'hôpital général d'Oyo. « Cet hôpital est l'un des hôpitaux publics du pays et de la sous-région d'Afrique centrale qui dispose des équipements médicaux

de pointe. Ce partenariat nous permettra d'accéder à son plateau technique et de bénéficier des formations du fait qu'il a un caractère universitaire », a expliqué le Dr Philippe Kalina, directeur médical de Netcare Congo.

Ce dernier a aussi souligné le fait que ce contrat leur permettra de corriger les défaillances en matière de diagnostic et de prise en charge de certains cas (ceux d'ondographie cardiaque, par exemple, causent de nombreuses évacuations sanitaires à l'étranger enregistrées dans leur clinique). En signant cette convention, la clinique Netcare, située au centre-ville de Pointe-Noire, devient la deuxième structure sanitaire privée partenaire de l'hôpital général d'Oyo, après la CIB à Pokola, dans la Sangha.

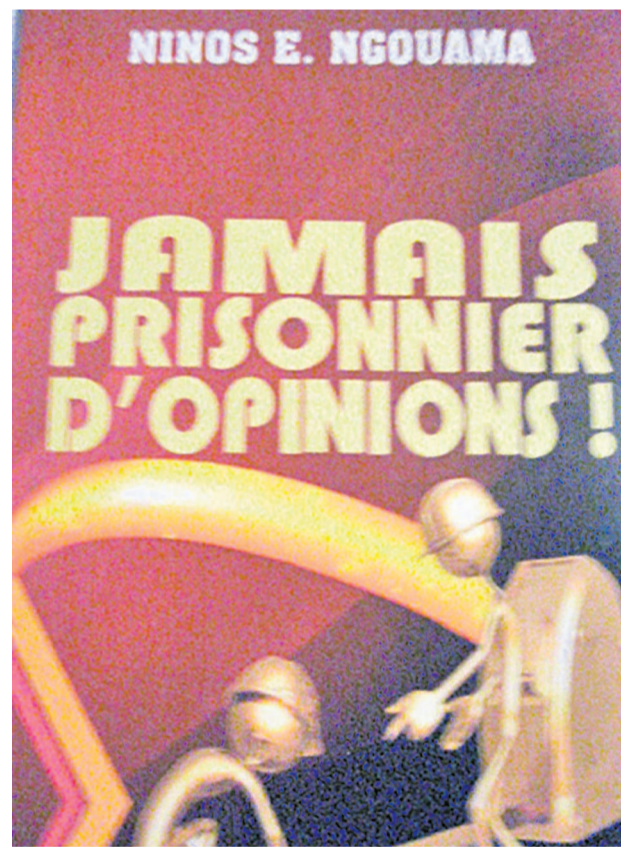
Lucie Prisca Condhet N'Zinga

LIVRES

Ninos Ezéchias Ngouama publie « Jamais prisonnier d'opinions »

La présentation du livre a eu lieu le week-end dernier, à Pointe-Noire, en présence d'Alphonse Chardin N'Kala, directeur départemental du livre et de la lecture publique.

Jamais prisonnier d'opinions est un recueil de poèmes de vingt-neuf textes, préfacé par Henri Mulaja. Le livre s'inscrit dans l'ordre des esprits avertis, ceux dont le combat consiste à ne jamais baisser les bras. Donc, ceux qui refusent d'être prisonniers d'opinions. Il s'adresse à tous ceux qui ont refusé d'être spectateurs de leur propre vie et de celle de la multitude autour et loin d'eux. Dans ce livre, Ninos Ezéchias Ngouama affirme qu'ausi longtemps que l'homme n'aura pas sa liberté de vie dans tous les sens, le monde aura du mal à évoluer. Et il déduit que « si les gens ne sont pas libres, ils sont en prison ». Ce mot prison va traverser sa conscience. D'ailleurs, il le définit comme étant le manque de liberté de penser, d'expression tout comme l'incapacité de rendre aux autres la clé de leur bonheur. Cette définition a donné le ton d'un recueil que l'auteur consacre à la liberté de l'homme. Des textes sans concession, pour défendre une liberté qui ne doit pas, selon lui, rencontrer aucune limitation.



La couverture du livre « Jamais prisonnier d'opinions » crédit photo « ADIAC »

En effet, dans ce livre, Ninos Ezéchias Ngouama parle de tout. En le lisant, les lecteurs vont vite s'apercevoir que même la foi religieuse et les opinions personnelles peuvent passer pour des symptômes de maladie mentale et priver un citoyen de sa liberté. Notons que Ninos Ezéchias Ngouama est un écrivain affranchi des opinions des autres. Par sa plume, il apporte au monde espoir et sourire. Son recueil de poèmes *Jamais prisonnier d'opinions*, d'une grande qualité littéraire, mérite d'être lu.

Hugues Prosper Mabonzo

ÉDUCATION

Des étudiants congolais invités à s'inscrire dans des universités d'Etat russes

Une délégation représentant vingt universités d'Etat de Russie séjourne au Congo, pour encourager les jeunes bacheliers à poursuivre leurs études dans ce pays.

Composée de Shamil Nutsalov et Arthur Khaydarov, tous deux responsables pour les étudiants étrangers, et d'Anna Oleynikova, chef de département de l'Afrique du nord et de l'ouest, la délégation d'émissaires des universités d'Etat russes s'est entretenue, le 19 mai à Brazzaville, avec des étudiants congolais. « Nous sommes ici au Congo pour organiser des salons d'éducation à Brazzaville et Pointe-Noire, deux principales villes de ce pays. Nous représentons vingt universités d'Etat de Russie et invitons les étudiants et futurs bacheliers congolais à s'inscrire dans nos universités, à suivre de bonnes études afin d'obtenir des diplômes et avoir du succès », a déclaré Arthur Khaydarov, agent au bureau central de l'organisation Racus Saint Pétersbourg, au cours de l'entretien qui s'est déroulé au Centre culturel russe (CCR). Participant à cette rencontre dite Salon éducatif, de nombreux étudiants ont voulu être édifiés sur l'enseignement supérieur dans les universités de Russie, notamment la nature de ces établissements ; les modalités et frais d'inscriptions ; l'accueil et hébergement, l'homologation des diplômes... Sur la nature de ces établissements, les émissaires ont précisé à leurs interlocuteurs qu'il s'agit des universités d'Etat, donc public, délivrant des diplômes dans plus de cinq cents filières, dont la plupart sont techniques. Pour la prochaine



La photo de famille des émissaires et étudiants congolais (Adiac)

année académique, ont-ils précisé, les étudiants pourront s'inscrire dans la filière « pétrole et gaz » dont les enseignements seront donnés en français, dès la première année. Ils ont indiqué que les études sont disponibles en russe, français et anglais. Les programmes en français concernent les spécialités médicales, notamment la médecine générale, la médecine dentaire et la pharmacie. En ce qui concerne les inscriptions, elles commencent par les préinscriptions qui se font au CCR avant d'être confirmées en Russie après la réception du dossier, cinq

jours après. Quant à la réception en Russie, il y a un représentant du Racus, le réseau de ces universités, qui est chargé de l'accueil de tous

à la faculté préparatoire pendant leur première année. Cette faculté a un programme éducatif spécialisé de sept à dix mois, au cours

en français ou en anglais, ils commencent les études directement en première année de l'université dans la spécialité choisie. S'agissant des spécialités, il y en a en médecine, en économie, en ingénierie et en sciences techniques dans plusieurs domaines. D'autres spécialités existent en sciences humaines et classiques. La durée d'études en médecine générale, par exemple, est de six ans pendant qu'elle est de cinq ans en médecine dentaire et pharmacie. Les frais de scolarité dépendent de la ville, de l'université et de la filière. Mais en réalité, a expliqué Arthur Khaydarov, le coût est en moyenne de trois mille dollars l'année, y compris les frais d'études, le foyer, l'assurance vie maladie pour une année.

« Nous attendons les étudiants congolais chez nous, parce qu'il y a une grande histoire entre nos pays. Il y a des milliers de Congolais qui ont fait des études en Russie à l'époque de l'Union soviétique. C'est pour cela qu'on est très ravi de les recevoir chez nous. La Russie vous attend », a-t-il conclu. Après Brazzaville, le même salon éducatif a également eu lieu à Pointe-Noire. Les jeunes étudiants de la ville océane ont été eux aussi informés sur les opportunités d'études qu'offrent les universités d'Etat russes.

Bruno Okokana

les étudiants. En effet, le Racus suit tous les étudiants depuis la demande d'inscription jusqu'à l'obtention du diplôme. Entre-temps, ont signifié les trois émissaires, les étudiants sont logés et sécurisés dans un campus universitaire, à cinq minutes de leur lieu d'études. Toutefois, les étudiants ont été informés que pour faire les études en langue russe, ils doivent s'inscrire

duquel sont enseignées la langue russe et d'autres matières de base pour chaque spécialité choisie (mathématiques, physique, chimie, biologie, informatique, géographie, histoire, littérature). A la fin de l'année universitaire, un certificat de fin d'études de l'année préparatoire est délivré aux étudiants pour passer en première année. Si la formation choisie est disponible

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE LIGUE 1

Cara s'incline devant Etoile du Congo

En match remis de la 13e journée, les Aiglons n'ont pas pu voler plus haut que les Stelliens, en courbant l'échine (1-2). Le résultat n'a eu aucune incidence sur le top 5 du classement de cette manche aller de la compétition. La phase aller du Championnat national d'élite ligue 1 est définitivement bouclée. Le match qui restait à jouer entre Cara et Etoile du Congo s'est disputé, le samedi 19 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat. Un succès pour les Stelliens qui se sont imposés, alors

qu'ils étaient menés au score à la pause. A la 43e minute, en effet, Rox Oyo a ouvert la marque pour Cara. Nianga a égalisé pour Etoile du Congo. Puis, à la 72e minute, les Aiglons ont inscrit leur deuxième but, l'arbitre de touche l'a validé tandis que l'arbitre central a pensé le contraire. L'agitation a gagné les gradins du côté des supporters de Cara. Le calme est revenu quelques minutes plus tard, le match s'est poursuivi. Malheureusement pour les Aiglons à la 69e minute, Ikouma a marqué contre son camp. Un

but qui a permis à Etoile du Congo de l'emporter (2-1). Grâce à cette victoire, Etoile du Congo dispose désormais de 25 points, alors que Cara reste à 21 points. Dans le top 5 du classement de la phase aller du Championnat national d'élite ligue 1, AS Otho, est en tête, avec 37 points, Diables noirs occupe la deuxième place avec 35 points, AC léopards de Dolisie est troisième avec 33 points. La quatrième place est occupée par La Mancha 29 points et l'AS Cheminots est à 26 points.

Rominique Makaya

GOURMANDISE POETIQUE Déclamation des poèmes

Poète à l'honneur :
Pr Théophile OBENGA



Date :
Vendredi 25 mai 2018

Heure : 15 h 00

Lieu : Librairie Les Manguiers (Dépêches de Brazzaville)

Pour tout renseignement 06 666 84 94 / 05 551 89 46

Entrée libre



TÉLÉPHONIE MOBILE

Hausse de 10,4% d'abonnés au premier trimestre 2018

Malgré la morosité de l'économie ces derniers temps, le marché du secteur se porte bien au Congo, en témoignent des chiffres encourageants récemment publiés par l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce).

L'Observatoire des marchés de la téléphonie mobile que publie l'Arpce révèle un secteur en pleine croissance, avec un taux de pénétration de 10,4% au premier trimestre 2018, soit 4,2% de plus qu'au quatrième trimestre de l'année dernière. En totalisant ainsi 5,2 millions d'abonnés, les trois opérateurs, MTN, Airtel et Equateur Télécom Congo qui opère sous la marque Azur, ont enregistré un revenu total de 38,3 milliards de F CFA, dont 31,5 milliards sur le trafic sortant. MTN et Airtel se livrent à une bataille à égal

sur les parts de marché avec, respectivement, 48,3% et 48,4%. Ce qui représente environ plus de deux millions d'abonnés chacun, contre Azur qui se contente de 3,3% de part de marché, avec seulement 175 000 abonnés environ au premier trimestre 2018. Si, en effet, les abonnés des opérateurs MTN et Airtel ont connu respectivement une hausse de 8,3% et 20,8%, ceux d'Azur ont baissé de 43,7% au cours de la même période.

L'Arpce précise que le revenu voix sortant représente 82,32% du revenu total au premier trimestre 2018, suivi du revenu voix entrant avec 10,90% et du revenu SMS qui ne représente que 6,78% du revenu total du marché de la téléphonie mobile.

Quentin Loubou